

RAPPORT AU PARLEMENT 2004

A decorative graphic consisting of a light purple square background. Inside the square, there are several solid purple circles of varying sizes. On the left side, three circles are arranged in a horizontal row. On the right side, there is a cluster of seven circles arranged in a roughly circular pattern. The word "Annexes" is written in a bold, dark blue font across the bottom left of this graphic.

Annexes

ANNEXE 1 États faisant l'objet d'un embargo ou de mesures restrictives de la communauté internationale au 22 novembre 2005

LISTE DES ETATS FAISANT L'OBJET D'UN EMBARGO DÉCIDÉ PAR L'ONU, L'UNION EUROPÉENNE OU L'OSCE EN VIGUEUR AU 22 NOVEMBRE 2005

Ces embargos peuvent être décidés par l'ONU : il s'agit alors de résolutions du Conseil de sécurité qui se réfèrent expressément au chapitre VII de la Charte des Nations unies. Il peut aussi s'agir d'embargos décidés au travers d'instruments de l'Union européenne.

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
Afghanistan	ONU, résolution n°1333 du 19 décembre 2000	<p>§ 5 Le Conseil de sécurité décide que les Etats :</p> <p>a) empêcheront la fourniture, la vente et le transfert directs ou indirects vers le territoire tenu par les Taliban en Afghanistan, tel qu'identifié par le comité créé par la résolution 1267 (1999), ci-après dénommé le comité, par leurs nationaux ou depuis leurs territoires, ou au moyen de navires ou d'aéronefs de leur pavillon, d'armes et de matériels militaires associés de toutes sortes, y compris armes et munitions, véhicules et équipements militaires, matériels paramilitaires et pièces de rechange qui leur sont destinées ;</p> <p>b) empêcheront la vente, la fourniture ou le transfert vers le territoire tenu par les Taliban en Afghanistan, tel que le comité l'a identifié, par leurs nationaux ou depuis leurs territoires, de conseils techniques et de moyen d'assistance ou d'entraînement liés aux activités militaires du personnel placé sous le contrôle des Taliban.</p> <p>Ces mesures ne s'appliquent pas aux fournitures de matériel militaire non légal destiné uniquement à des fins humanitaires et de protection, ni à l'assistance technique ou l'entraînement connexes, que le comité aura approuvé au préalable, ni aux vêtements de protection, y compris aux gilets pare-balles et aux casques militaires, exportés en Afghanistan par le personnel des Nations unies, les représentants des médias et les agents humanitaires pour leur usage personnel uniquement.</p>
	ONU, résolution n°1390 du 16 janvier 2002	<p>§ 2 :</p> <p>Le Conseil de sécurité "décide que tous les Etats doivent prendre les mesures ci-après à l'égard d'Oussama ben Laden, des membres de l'organisation Al-Qaida ainsi que des Taliban et autres personnes, groupes, entreprises et entités associés figurant sur la liste établie en application des résolutions 1267 (1999) et 1333 (2000) :</p> <p>[...]</p> <p>c) Empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects, à partir de leur territoire ou par leurs citoyens se trouvant en dehors de leur territoire, à de tels groupes, personnes, entreprises ou entités, ou au moyen de navires battant leur pavillon ou d'aéronefs immatriculés par eux, d'armes et de matériel connexe de tous types, y compris les armes et les munitions, les véhicules et le matériel militaires et les pièces de rechange pour le matériel susmentionné, ainsi que les conseils, l'assistance et la formation techniques ayant trait à des activités militaires".</p>
	UE, position commune 2002/402 du 27 mai 2002	<p>Article 2</p> <p>1) Sont interdits la fourniture, la vente et le transfert directs ou indirects aux personnes, groupes, entreprises et entités visés à l'article 1er d'armement et de matériel connexe de toutes sortes, y compris armes et munitions, véhicules et équipements militaires, matériel paramilitaire et pièces de rechange qui leur sont destinées, depuis le territoire des Etats membres ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, ou par des ressortissants des Etats membres hors de leur territoire, dans les conditions prévues dans la résolution 1390 (2002) du Conseil de sécurité des Nations unies.</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>2) Sans préjudice des pouvoirs des Etats membres dans l'exercice de leur puissance publique, la Communauté européenne, agissant dans les limites des pouvoirs que lui confère le traité instituant la Communauté européenne, empêche la fourniture, la vente et le transfert directs ou indirects aux personnes, groupes, entreprises et entités visés à l'article 1er de conseils, d'assistance ou de formation techniques ayant trait à des activités militaires, depuis le territoire des Etats membres ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, ou par des ressortissants des Etats membres hors de leur territoire, dans les conditions prévues dans la résolution 1390 (2002).</p>
	<p>UE, règlement n° 881/2002 du 27 mai 2002 modifié par les règlements 951/2002 du 3 juin 2002, 1580/2002 du 4 septembre 2002, 1644/2002 du 13 septembre 2002, 1754/2002 du 1^{er} octobre 2002, 1893/2002 du 23 octobre 2002, 1935/2002 du 29 octobre 2002</p>	<p>Article 3 Sans préjudice des pouvoirs des Etats membres dans l'exercice de leur autorité publique, il est interdit d'offrir, de vendre, de fournir, de transférer, directement ou indirectement, des conseils techniques, une aide ou une formation en rapport avec des activités militaires, notamment une formation et une aide pour la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armes et de matériel militaire de quelque type qu'il soit à toute personne physique ou morale, groupe ou entité désignés par le comité des sanctions et énumérés à l'annexe I.</p>
<p>BIRMANIE / MYANMAR</p>	<p>UE, déclaration du 29 juillet 1991</p>	<p>Ils [la Communauté et les Etats membres] souhaitent par conséquent attirer l'attention de la communauté internationale sur leur décision de refuser de vendre à la Birmanie tout matériel militaire en provenance des pays de la Communauté. Ils demandent aux autres membres de la communauté internationale de montrer la même retenue et de renoncer à toute vente d'armes.</p>
	<p>UE, position commune 2004/423 du 26 avril 2004</p>	<p>Article 1^{er} Aux fins de la présente position commune, on entend par "assistance technique", toute assistance technique en liaison avec la réparation, le développement, la fabrication, le montage, les essais, l'entretien ou tout autre service technique, et qui peut prendre les formes suivantes : instruction, conseils, formation, transmission des connaissances ou qualifications opérationnelles ou services de conseils, l'assistance technique recouvre l'assistance par voie orale.[...]</p> <p>Article 3 1) Sont interdits la vente et la fourniture à la Birmanie/au Myanmar, ainsi que le transfert et l'exportation à destination de ce pays, par les ressortissants des Etats membres, ou au moyen de navires ou d'aéronefs de leur pavillon, d'armements et de matériels connexes de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour les susdits, ainsi que des équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, qu'ils proviennent ou non de leur territoire. 2 – Il est interdit : a) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique, des services de courtoisie et autres services liés aux activités militaires et à la livraison, la fabrication l'entretien et l'utilisation d'armements et de matériels connexes de quelque type que ce soit, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les équipements militaires, les équipements paramilitaires et les pièces détachées pour les susdits, ainsi que les équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, directement ou indirectement, à toute personne, entité ou organisme se trouvant sur le territoire de la Birmanie/du Myanmar ou aux fins d'une utilisation dans ce pays. [...]</p> <p>Article 4 1) L'article 3 ne s'applique pas : a) à la vente, la fourniture, au transfert ou à l'exportation de matériel militaire non létal, ou d'équipements susceptibles d'être utilisés à des fins humanitaires</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>ou de protection, ou à des programmes des Nations unies, de l'UE et de la communauté concernant la mise en places des institutions, ou de matériel destinés aux opérations de gestion de crise de l'UE et des Nations unies. [...]</p> <p>c) à la fourniture d'une assistance technique en rapport avec ce matériel à condition que les exportations concernées aient été préalablement approuvées par l'autorité compétente concernée. [...]</p> <p>Article 10 : La présente position commune s'applique pour une période de douze mois [...].</p> <p>Article 11 La présente position commune prend effet le 30 avril 2004.</p>
	<p>UE, position commune 2004/730 du 25 octobre 2004 modifiant la position commune 2004/423 du 26 avril 2004</p>	<p>Article 10 "La présente position commune s'applique pour une période de douze mois. Elle est constamment réexaminée. Elle est renouvelée, ou modifiée selon les besoins (...) si le Conseil estime que ses objectifs n'ont pas été atteints."</p>
	<p>UE, position commune 2005/340 du 25 avril 2005 prorogeant la position commune 2004/423</p>	<p>Article 2 "La position commune 2004/423/PESC est renouvelée pour une période de 12 mois".</p> <p>Article 3 "La présente position commune prend effet le jour de son adoption" (25 avril 2005).</p>
	<p>UE, règlement n°798/2004 du 26 avril 2004</p>	<p>Article 2 Il est interdit :</p> <p>a) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique en rapport avec des activités militaires ou avec la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements ou de matériels connexes, de quelque type que ce soit, notamment les armes et munitions, les véhicules et équipements militaires, les équipements paramilitaires et les parties et pièces détachées de ceux-ci, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme en Birmanie/au Myanmar ou aux fins d'une utilisation dans ce pays ;</p> <p>b) de fournir un financement ou une assistance financière en rapport avec des activités militaires, en particulier des subventions, des prêts ou une assurance-crédit à l'exportation, à l'occasion de toute vente, toute fourniture, tout transfert ou toute exportation d'armes et de matériels connexes, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme en Birmanie/ au Myanmar ou aux fins d'une utilisation dans ce pays ; [...]</p> <p>Article 3 Il est interdit :</p> <p>a) de vendre, de fournir, de transférer ou d'exporter, volontairement et délibérément, directement ou indirectement, du matériel susceptible d'être utilisé à des fins de répression à l'intérieur du pays, énuméré à l'annexe I, provenant ou non de la Communauté, à toute personne, toute entité ou tout organisme en Birmanie/ au Myanmar ou aux fins d'utilisation dans ce pays ;</p> <p>b) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique en rapport avec le matériel visé au point a), directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme en Birmanie/ au Myanmar ou aux fins d'utilisation dans ce pays ;</p> <p>c) de fournir un financement ou une assistance financière en rapport avec le matériel visé au point a), directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme en Birmanie/ au Myanmar, ou aux fins d'une</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>utilisation dans ce pays ; [...]</p> <p>Article 4</p> <p>1) Par dérogation aux articles 2 et, les autorités compétentes des Etats membres énumérés dans l'annexe II peuvent autoriser :</p> <p style="padding-left: 20px;">a) à la fourniture d'un financement, d'une aide financière et d'une assistance technique se rapportant :</p> <p style="padding-left: 40px;">i) à du matériel militaire non meurtrier destiné exclusivement à des fins humanitaires ou de protection, ou à des programmes de renforcement des institutions des Nations unies, de l'Union européenne ou de la Communauté ;</p> <p style="padding-left: 40px;">ii) à du matériel destiné aux opérations de gestion des crises de l'Union européenne ou des Nations unies ;</p> <p style="padding-left: 20px;">b) à la vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation du matériel énuméré à l'annexe I, destiné exclusivement à des fins humanitaires ou de protection, et la fourniture d'une assistance financière, d'un financement ou d'une assistance technique en rapport avec ces opérations.</p> <p>2) Les autorisations visées au paragraphe 1 ne peuvent être accordées que si elles précèdent l'activité pour laquelle elles sont sollicitées.</p> <p>Article 16</p> <p>[...] Il s'applique à partir du 30 avril 2004.</p>
<p>Bosnie-Herzégovine</p>	<p>UE, position commune 1996/184 du 26 février 1996</p>	<p>Point 2 :</p> <p>En conséquence, le Conseil de l'Union européenne décide :</p> <p>i) Aussi longtemps que l'IFOR et l'ATNUSO seront déployés et que seront menées d'autres opérations dont la FTPI, l'embargo de l'Union européenne sur les armes, les munitions et le matériel militaire (1) sera maintenu à l'égard de la Bosnie-Herzégovine [...].</p> <p>Cet embargo ne concerne pas les transferts de matériel nécessaire aux activités de déminage. Les Etats membres informeront le Conseil de ces transferts .</p> <p>Note 1 : Cet embargo porte sur les armes destinées à tuer et leurs munitions, les plates-formes pour armements, les plates-formes pour les matériels autres que les armements et les équipements auxiliaires, figurant sur la liste relative à l'embargo de la Communauté européenne des 8 et 9 juillet 1991. L'embargo s'applique également aux pièces détachées, aux réparations, aux transferts de technologie militaire et aux contrats conclus avant le début de l'embargo.</p>
	<p>UE, position commune 1999/481 du 19 juillet 1999</p>	<p>Le point 2) i) (de la position commune du 26 février 1996) est remplacé par le texte suivant : [...] cet embargo ne concerne pas les transferts de matériel nécessaire aux activités de déminage ni les transferts d'armes de petits calibres aux forces de Bosnie-et-Herzégovine. Les Etats membres informeront le Conseil de ces transferts.</p>
<p>Chine (République populaire de)⁶¹</p>	<p>UE, déclaration au Conseil européen de Madrid (26 et 27 juin 1989)</p>	<p>Le Conseil européen estime nécessaire d'adopter les mesures suivantes :</p> <p>- interruption de la coopération militaire et embargo sur le commerce des armes avec la Chine, de la part des Etats membres [...].</p>
	<p>Relevés des conclusions du comité politique du 15 décembre 1994 et conclusions de la présidence du Conseil européen de Madrid des 15 et 16 décembre 1995</p>	<p>Interprétation commune portant sur un embargo sur les exportations des armes meurtrières (lethal weapons) et leurs munitions, en tenant à l'esprit les huit critères définis par le Conseil européen.</p>

⁶¹ Dans ses conclusions du 12 décembre 2003, le Conseil Européen invite le Conseil affaires générales et relations extérieures à réexaminer la question de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine.

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
<p>Congo (République démocratique du)</p>	<p>ONU, résolutions n°1493 du 28 juillet 2003 et n°1533 du 12 mars 2004</p>	<p>§ 20 Le Conseil de sécurité décide que tous les Etats, y compris la République démocratique du Congo, prendront, pour une période initiale de 12 mois à compter de l'adoption de la présente résolution, les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects, depuis leur territoire par leurs nationaux, ou au moyen d'aéronefs immatriculés sur leur territoire ou de navires battant leur pavillon, d'armes et de tout matériel connexe, ainsi que la fourniture de toute assistance, de conseil ou de formation se rapportant à des activités militaires à tous les groupes armés et milices étrangers et congolais opérant dans le territoire du Nord et du Sud-Kivu et de l'Ituri, et aux groupes qui ne sont pas parties à l'accord global et inclusif en République démocratique du Congo.</p> <p>§ 21 Le Conseil décide que les mesures imposées par le paragraphe 20 ne s'appliqueront pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux fournitures destinées à la MONUC, à la force multinationale intérimaire d'urgence déployée à Bunia et aux forces intégrées de l'armée et de la police nationales congolaises ; - aux fournitures de matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire ou de protection, et à l'assistance technique et à la formation connexes, dont le Secrétaire général aura été notifié à l'avance par l'intermédiaire de son Représentant spécial.
	<p>ONU, résolution n°1552 du 27 juillet 2004</p>	<p>Le Conseil de sécurité décide de reconduire, jusqu'au 31 juillet 2005, le dispositif des articles 20 à 22 de la résolution 1493.</p>
	<p>ONU, résolution n°1596 du 18 avril 2005</p>	<p>Cette résolution rappelle les mesures édictées par la mesure 1493 du 28 juillet 2003 et décide que ces mesures s'appliqueront désormais à tout destinataire en République Démocratique du Congo.</p> <p>Article 2 a) Les mesures ne s'appliqueront pas aux fournitures d'armes et de matériels connexes, ou de formation et d'assistance destinés au seul soutien et usage des unités de l'armée et de la police de la RDC, dès lors que lesdites unités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - auront achevé le processus de leur intégration, ou - opéreront, respectivement, sous le commandement de l'état-major des armées intégré des Forces armées ou de la Police nationale de la RDC, ou - seront en cours d'intégration, sur le territoire de la RDC en dehors des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu et du district d'Ituri. <p>Article 4 Tout envoi futur d'armes ou de matériel connexe conformément aux dérogations prévues à l'article 2 a) ci-dessus devra se faire exclusivement sur les sites de destination qui auront été désignés par le Gouvernement d'unité nationale et de transition, en coordination avec la MONUC, et notifiés à l'avance au comité.</p>
	<p>ONU, résolution n°1616 du 29 juillet 2005</p>	<p>Article 4 Le groupe d'experts en charge du suivi du dossier des embargos sur les armes (mandat défini dans les résolutions 1533 et 1596) est rétabli pour une période expirant le 31 janvier 2006.</p>
	<p>UE, position commune 2005/440 du Conseil du 13 juin 2005</p>	<p>Article 1er 1. Sont interdits la fourniture, la vente ou le transfert, directs ou indirects, par les ressortissants des Etats membres ou depuis le territoire des Etats membres, ou à l'aide de navires ou d'aéronefs relevant de leur juridiction, d'armements et de tout matériel connexe de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements para-</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>militaires, et des pièces détachées pour les susdits, qu'ils proviennent ou non de leur territoire, à destination de la RDC.</p> <p>2. Il est également interdit :</p> <p>a) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique, des services de courtage et autres services liés à des activités militaires et à la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements et de matériel connexe de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour ces articles, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme se trouvant en RDC ou aux fins d'utilisation dans ce pays ;</p> <p>b) de fournir un financement ou une aide financière en rapport avec des activités militaires, en particulier des subventions, des prêts ou une assurance-crédit à l'exportation, à l'occasion de toute vente, toute fourniture, tout transfert ou toute exportation d'armements et de matériel connexe, ou à l'occasion de tout octroi, toute vente, toute fourniture ou tout transfert d'assistance technique, de services de courtage et autres services, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme se trouvant en RDC ou aux fins d'utilisation dans ce pays.</p>
Côte-d'Ivoire	<p>ONU, résolution n°1572 du 15 novembre 2004</p> <p>ONU, résolution n°1584 du 1^{er} février 2005</p> <p>ONU, résolution n°1609 du 24 juin 2005</p>	<p>Article 7 :</p> <p>Le Conseil de sécurité décide que tous les Etats prendront, pour une période de treize mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution, les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects à destination de la Côte d'Ivoire, depuis leur territoire ou par leurs nationaux, ou au moyen d'aéronefs immatriculés sur leur territoire ou de navires battant leur pavillon, d'armes et de tout matériel connexe, notamment d'aéronefs militaires et autres matériels provenant ou non de leur territoire, ainsi que la fourniture de toute assistance, conseil ou formation se rapportant à des activités militaires.</p> <p>Article 8 :</p> <p>Les mesures imposées par l'article 7 ci-dessus ne s'appliqueront pas :</p> <p>a) aux fourniture et à l'assistance technique destinées exclusivement à appuyer l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et les forces françaises qui les soutiennent ou à être utilisées par elles.</p> <p>b) aux fournitures de matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire ou de protection, et à l'assistance technique et à la formation connexes. [...]</p> <p>e) aux fournitures d'armes et de matériel annexe et à la formation et à l'assistance technique destinées exclusivement à appuyer le processus de restructuration des forces de défense et de sécurité ou à être utilisées pour ce processus, conformément à l'alinéa f) de l'article 3 de l'Accord de Linas-Marcoussis, telles qu'elles auront été approuvées à l'avance par le Comité. [...]</p> <p>Article 13 :</p> <p>Le Conseil décide qu'à la fin d'une période de treize mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution, il réexaminera les mesures imposées à l'article 7 [...] à la lumière des progrès accomplis dans le processus de paix et de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire[...].</p> <p>Article 1^{er}</p> <p>Réaffirme l'exigence faite au § 7 de la résolution 1572 (2004) du 15 novembre 2004 à tous les Etats, en particulier aux Etats voisins de la Côte d'Ivoire, de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects à destination de la Côte d'Ivoire d'armes et de tout matériel connexe ainsi que la fourniture de toute assistance, conseil ou formation se rapportant à des activités militaires.</p> <p>2) Décide que l'ONUCI s'acquittera du mandat suivant à compter de la date d'adoption de la présente résolution : [...]</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>Désarmement, démobilisation, réinsertion, rapatriement et réinstallation. [...] h) Mettre en sûreté, neutraliser ou détruire les armes, munitions et autres matériels militaires remis par les ex-combattants ;</p> <p>Désarmement et démantèlement des milices. [...] j) Mettre en sûreté, neutraliser ou détruire la totalité des armes, munitions et autres matériels militaires remis par les milices ; [...]</p> <p>Surveillance de l'embargo sur les armes. m) Surveiller le respect des mesures imposées par le paragraphe 7 de la résolution 1572 (2004) en coopération avec le Groupe d'experts établi par la résolution 1584 (2005) et, en tant que de besoin, avec la Mission des Nations unies au Libéria (MINUL), la Mission des Nations unies en Sierra Leone (MINUSIL) et les gouvernements concernés, y compris en inspectant autant qu'elle l'estime nécessaire et sans préavis, les cargaisons des aéronefs et de tout véhicule de transport utilisant les ports, aéroports, terrains d'aviation, bases militaires et postes frontière en Côte d'Ivoire ;</p> <p>n) Recueillir, comme il conviendra, les armes et tout matériel connexe dont la présence sur le territoire de la Côte d'Ivoire constituerait une violation des mesures imposées par le paragraphe 7 de la résolution 1572 (2004) et disposer de ces armes et matériels d'une manière appropriée ; [...]</p>
	<p>UE, position commune 2004/852 du 13 décembre 2004</p>	<p>Article 2</p> <p>1) sont interdits la vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation en Côte d'Ivoire, par les ressortissants des Etats membres ou depuis le territoire des Etats membres, ou au moyen d'aéronefs immatriculés dans les Etats membres ou de navires battant leur pavillon, d'armements et de matériel connexe de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour ces articles, ainsi que des équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, qu'ils proviennent ou non de leur territoire.</p> <p>2) Il est également interdit ;</p> <p>a) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique, des services de courtage et autres services liés aux activités militaires et à la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements et de matériel connexe de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour ces articles, ainsi que des équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, directement ou indirectement, à tout personne, toute entité ou tout organisme se trouvant sur le territoire de la Côte d'Ivoire ou aux fins d'une utilisation dans ce pays ; [...]</p> <p>Article 3</p> <p>1) L'article 2 ne s'applique pas :</p> <p>a) aux fournitures et à l'assistance technique destinées exclusivement à appuyer l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire et les forces françaises qui la soutiennent ou à être utilisés par elles ;</p> <p>b) à la vente, à la fourniture, au transfert ou à l'exportation de matériel militaire non létal, destiné uniquement à des fins humanitaires ou à des fins de protection, y compris les équipements destinés à être utilisés lors d'opérations de gestion de crise menées par l'Union, l'ONU, l'Union africaine et la CEDEAO. [...]</p> <p>c) à la fourniture de services d'assistance technique et de formation technique en rapport avec ces équipements. [...]</p> <p>d) aux équipements vendus ou aux fournitures temporairement transférées ou exportées vers la Côte d'Ivoire à l'intention des forces d'un Etat qui, conformément au droit international, intervient uniquement et directement pour faciliter l'évacuation de ses ressortissants et de ceux dont il a responsabilité consulaire en Côte d'Ivoire, comme notifié à l'avance au comité.</p> <p>e) à la vente, à la fourniture, au transfert ou à l'exportation d'armement et de matériel connexe et à la formation et à l'assistance techniques destinées exclusivement à appuyer le processus de restructuration des forces de défense et de</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>sécurité ou à être utilisées pour ce processus, conformément à l'alinéa f) de l'article 3 de l'accord de Linas-Marcousis tels qu'ils auront été approuvés à l'avance par le comité. [...]</p> <p>Article 8</p> <p>La présente position commune s'applique jusqu'au 15 décembre 2005. Elle est constamment réexaminée. Elle est renouvelée, ou modifiée selon les besoins, si le Conseil estime que ses objectifs n'ont pas été atteints.</p>
	<p>UE, règlement n°174/2005 du 31 janvier 2005</p>	<p>Article 2</p> <p>Il est interdit :</p> <p>a) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique en rapport avec des activités militaires, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme en Côte d'Ivoire ou aux fins d'une utilisation dans la pays ;</p> <p>b) de fournir un financement ou une assistance financière en rapport avec des activités militaires, en particulier des subventions, des prêts ou une assurance-crédit à l'exportation, à l'occasion de toute vente, toute fourniture, tout transfert ou toute exportation d'armes et de matériels connexes ou de toute offre, toute vente, toute fourniture ou tout transfert d'assistance technique ou d'autres services connexes, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme en Côte d'Ivoire ou aux fins d'une utilisation dans le pays ; [...]</p> <p>Article 3</p> <p>Il est interdit :</p> <p>a) de vendre, de fournir, de transférer ou d'exporter, directement ou indirectement, du matériel susceptible d'être utilisé à des fins de répression à l'intérieur du pays, énuméré à l'annexe I, provenant ou non de la Communauté, à toute personne, toute entité ou tout organisme en Côte d'Ivoire ou aux fins d'une utilisation dans ce pays ;</p> <p>b) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique en rapport avec le matériel visé au point a), directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme en Côte d'Ivoire ou aux fins d'une utilisation dans ce pays ;</p> <p>c) de fournir un financement ou une assistance financière en rapport avec le matériel visé au point a), directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme en Côte d'Ivoire ou aux fins d'une utilisation dans ce pays ; [...]</p> <p>Article 4</p> <p>1) Par dérogation à l'article 2, les interdictions qui y sont visées ne s'appliquent pas à la fourniture :</p> <p>a) d'une assistance technique, d'un financement ou d'une assistance financière liés à des armes et du matériel connexe, lorsque cette assistance ou ces services sont destinés exclusivement à appuyer l'opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONU) et les forces armées françaises qui l'aident ;</p> <p>b) d'une assistance technique se rapportant à du matériel militaire non meurtrier destiné exclusivement à des fins humanitaires ou de protection, notamment le matériel destiné aux opérations de gestion des crises de l'Union européenne, des Nations unies, de l'Union africaine ou de la CEDEAO, lorsque ces activités auront également été approuvées à l'avance par le Comité des sanctions ;</p> <p>c) d'un financement ou d'une assistance financière se rapportant à du matériel militaire non meurtrier destiné exclusivement à des fins humanitaires ou de protection, [...]</p> <p>d) d'une assistance technique se rapportant à des armes ou à du matériel connexe destinés exclusivement à appuyer le processus de restructuration des forces de défense et de sécurité ou à être utilisés pour ce processus conformément à l'alinéa f) de l'article 3, de l'accord de Linas-Marcoussis, lorsque ces activités auront également été approuvées à l'avance par le Comité des sanctions ;</p> <p>e) d'un financement ou d'une assistance financière se rapportant à des armes ou à du matériel connexe destinés exclusivement à appuyer le</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		processus de restructuration des forces de défense et de sécurité, ou à être utilisés pour ce processus conformément à l'alinéa f) de l'article 3 de l'accord Linas-Marcoussis ; [...].
Iraq	ONU, résolution n°1483 du 22 mai 2003	§ 10 Le Conseil de sécurité décide qu'à l'exception des interdictions frappant la vente ou la fourniture à l'Iraq d'armes et de matériel connexe autres que ceux dont l'Autorité a besoin pour faire appliquer la présente résolution et d'autres résolutions sur la question, toutes les interdictions portant sur le commerce avec l'Iraq et l'apport de ressources financières ou économiques à ce pays imposées par la résolution 661 (1990) et les résolutions ultérieures pertinentes, y compris la résolution 778 (1992) du 2 octobre 1992, cessent de s'appliquer.
	ONU, résolution n°1546 du 8 juin 2004	§ 21 Le Conseil de sécurité décide que les interdictions frappant la vente ou la fourniture à l'Iraq d'armes et de matériel connexe au titre des résolutions précédentes ne s'appliqueront pas aux armes ou au matériel connexe dont ont besoin le gouvernement de l'Iraq ou la force multinationale aux fins de la présente résolution.
	UE, position commune 2003/495 du 7 juillet 2003	Article 1er La vente ou la fourniture à l'Iraq d'armes et de matériel connexe, autres que ceux dont l'autorité a besoin pour faire appliquer la résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité et d'autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, reste interdite.
	UE, position commune 2004/553 du 19 juillet 2004	Article 1er L'article 1 ^{er} de la position commune 2003/495/PESC est remplacé par le texte suivant : 1) Sont interdits la vente et la fourniture à l'Iraq ainsi que le transfert et l'exportation à destination de ce pays, par des ressortissants des Etats membres ou depuis le territoire des Etats membres, ou au moyen de navires ou d'aéronefs de leur pavillon, d'armements et de matériel connexe de tous types, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour les susdits, qu'ils proviennent ou non du territoire des Etats membres. 2) Sans préjudice des interdictions ou des obligations faites aux Etats membres concernant les articles spécifiés aux § 8 et 12 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité des Nations Unies du 3 avril 1991 ou les activités décrites à l'alinéa f) du § 3 de la résolution 707 (1991) du Conseil de sécurité du 15 août 1991, le § 1 du présent article ne s'applique pas à la vente à la fourniture, au transfert ou à l'exportation d'armes et de matériel connexe dont ont besoin le gouvernement de l'Iraq ou la force multinationale mise en place conformément à la résolution 1511 (2003) du Conseil de sécurité aux fins de la résolution 1546 (2004). 3) La vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation d'armes et de matériel connexe visés au § 2 font l'objet d'une autorisation délivrée par les autorités compétentes des Etats membres. [...] Article 3 : La présente position commune prend effet à la date de son adoption. Elle s'applique à compter du 28 juin 2004.
Liberia	ONU, résolution n°1521 du 22 décembre 2003	A) alinéa 1 Le Conseil décide de lever les interdictions imposées aux § 5, 6, 7 de sa résolution 1343 (2001) et aux § 17 et 28 de sa résolution 1478 (2003) et de dissoudre le Comité créé par sa résolution 1343 (2001). B) alinéa 2

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>a) Le Conseil décide que tous les Etats prendront les mesures nécessaires pour empêcher la vente ou la fourniture au Libéria, par leurs nationaux ou depuis leur territoire, ou encore en utilisant des navires ou des aéronefs immatriculés chez eux, d'armements et de matériel connexe, de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions, des véhicules et équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour les susdits, qu'ils proviennent ou non de leur territoire ;</p> <p>b) Tous les Etats prendront les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture au Libéria, par leurs nationaux ou depuis leur territoire, d'une formation ou d'une assistance technique concernant la livraison, la fabrication, l'entretien ou l'utilisation des articles énumérés à l'alinéa a) ci-dessus ;</p> <p>c) Le Conseil réaffirme que les mesures visées aux alinéas a) et b) ci-dessus s'appliqueront à toutes les ventes ou livraisons d'armes et de matériel connexe à tout destinataire au Libéria, y compris tous les protagonistes non étatiques, tels que le LURD et le MODEL, et tous les groupes armés et milices qu'ils aient ou non cessé leurs activités.</p> <p>d) Les mesures imposées aux alinéas a) et b) ci-dessus ne s'appliqueront pas aux livraisons d'armes et de matériel connexe ni à la fourniture de services de formation ou d'assistance technique destinés uniquement à appuyer les activités de la MINUL ou à être utilisés par elle ;</p> <p>e) Les mesures imposées aux alinéas a) et b) ci-dessus ne s'appliqueront pas aux livraisons d'armes et de matériel connexe ni à la fourniture de services de formation ou d'assistance technique destinés uniquement à appuyer un programme international de formation et de réforme des forces armées et des forces de police libériennes ou à être utilisés dans le cadre d'un tel programme, qui aura été approuvé à l'avance par la Comité créé en application du paragraphe 21 ;</p> <p>f) Les mesures imposées aux alinéas a) et b) ne s'appliqueront pas à la fourniture de matériel militaire non meurtrier, destiné uniquement à des fins humanitaires ou à des fins de protection, ni aux services connexes d'assistance technique ou de formation technique, qui auront été approuvés à l'avance par le Comité.</p>
	<p>UE, position commune 2004/137 du 10 février 2004</p>	<p>Article 1er</p> <p>§ 1</p> <p>a) Conformément aux conditions fixées par la résolution 1521 (2003) du Conseil de sécurité des Nations unies sont interdits la vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation au Libéria, par les ressortissants des Etats membres ou depuis le territoire des Etats membres, ou au moyen de navire ou d'aéronef immatriculés dans les Etats membres, d'armements et de matériel connexe de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, et des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour ces articles, qu'ils proviennent ou non de leur territoire.</p> <p>b) il est également interdit : d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique, des services de courtage et autres services liés aux activités militaires et à la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation des articles visés au point a), directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme se trouvant sur le territoire du Libéria ou aux fins d'une utilisation dans ce pays.</p> <p>§ 2</p> <p>Le § 1 ne s'applique pas :</p> <p>a) aux armes et au matériel connexe ni aux services de formation ou d'assistance technique destinés uniquement à appuyer les activités de la mission des Nations unies au Libéria ou à être utilisés par elle. [...]</p> <p>b) aux armes et au matériel connexe ni aux services de formation ou d'assistance technique destinés uniquement à appuyer un programme international de formation et de réforme des forces armées et des forces de police libériennes ou à être utilisés dans le cadre d'un tel programme, qui aura été approuvé à l'avance par le comité créé en application du § 21 de la résolution 1521 (2003) du Conseil de sécurité des Nations unies (ci-après dénommé "le comité").</p> <p>c) au matériel militaire non meurtrier, destiné uniquement à des fins humanitaires ou à des fins de protection, ni aux services connexes d'assistance technique, qui auront été approuvés à l'avance par le comité. [...]</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>§ 3 La fourniture, la vente ou le transfert d'armements et de matériels connexes ou la fourniture de services, visés au § 2 points a), b), c), font l'objet d'une autorisation accordée par les autorités compétentes des Etats membres. Les Etats membres examinent les fournitures visées au § 2 points a), b), c), au cas par cas, en tenant pleinement compte des critères définis dans le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements. Les Etats membres exigent des garanties suffisantes contre tout détournement de l'autorisation accordée, conformément au § 3 et, le cas échéant, prennent des mesures pour que les armements et le matériel connexe soient rapatriés. [...]</p> <p>Article 5 La présente position commune s'applique jusqu'au 22 décembre 2004.</p> <p>Article 6 La position commune 2001/357/PESC est abrogée.</p> <p>Article 7 La présente position commune s'applique à partir du 22 décembre 2003.</p>
	<p>UE, position commune 2004/902 du 22 décembre 2004 prorogeant la position commune 2004/137 du 10 février 2004</p>	<p>Article 1er L'art. 5 de la position commune 2004/137 est remplacé par le texte suivant : Art.5 – la présente position commune s'applique jusqu'au 22 décembre 2005, à moins que le Conseil n'en décide autrement pour tenir compte d'éventuelles futures résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.</p> <p>Article 2 Elle s'applique à partir du 22 décembre 2004.</p>
	<p>UE, règlement n°234/2004 du 10 février 2004</p>	<p>Article 2 Il est interdit :</p> <p>a) d'offrir, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique en rapport avec des activités militaires ou avec la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armement et de matériels connexes, de quelque type que ce soit, notamment les armes et munitions, les véhicules et équipements militaires, les équipements paramilitaires et les partie et pièces détachées de ceux-ci, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme au Libéria. [...]</p> <p>Article 3 1) Par dérogation à l'article 2, peut être autorisée la fourniture [...] ii) à des équipements militaires non létaux destinés exclusivement à des fins humanitaires ou de protection.</p> <p>Article 12 Le présent règlement s'applique également : a) au territoire de la Communauté, y compris son espace aérien, b) à bord de tout aéronef ou de tout navire relevant de la juridiction d'un Etat membre. Le règlement (CE) n° 1030/2003 est abrogé. Le présent règlement entre en vigueur le 11 février 2004.</p>
<p>Ouzbékistan</p>	<p>UE, position commune 2005/792 du 14 novembre 2005</p>	<p>Article 1er 1. Sont interdits la vente et la fourniture à l'Ouzbékistan ainsi que le transfert et l'exportation à destination de ce pays, par les ressortissants des Etats membres ou depuis le territoire des Etats membres, ou au moyen de navires ou d'aéronefs de leur pavillon, d'armements et de matériels connexes de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour les susdits, qu'ils proviennent ou non de leur territoire.</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>2. La vente et la fourniture à l'Ouzbékistan, ainsi que le transfert et l'exportation à destination de ce pays d'équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, énumérés dans l'annexe I, sont interdits.</p> <p>3. Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) de fournir une assistance technique, des services de courtage et autres services liés aux activités militaires, ainsi qu'à la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements et de matériels connexes de quelque type que ce soit, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les équipements militaires, les équipements paramilitaires et les pièces détachées pour les susdits, ou aux équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, directement ou indirectement, à toute personne physique ou morale, entité ou organisme se trouvant sur le territoire de l'Ouzbékistan ou aux fins d'une utilisation dans ce pays. [...] <p>Article 2</p> <p>1. L'article 1 ne s'applique pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) à la vente, à la fourniture, au transfert ou à l'exportation d'équipements militaires non létaux destinés à des fins humanitaires ou de protection exclusivement, ou à des programmes des Nations unies, de l'Union européenne et de la Communauté concernant la mise en place des institutions, ou pour des opérations de gestion de crise de l'Union européenne et des Nations unies ; ii) à la fourniture, au transfert ou à l'exportation d'armements et d'équipements visés à l'article 1er destinés aux forces déployées en Ouzbékistan par les contributeurs à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et à "l'Opération Liberté immuable"; iii) à la vente, à la fourniture, au transfert ou à l'exportation d'équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, destinés uniquement à des fins humanitaires ou à des fins de protection. [...] <p>2. L'article 1er ne s'applique pas aux vêtements de protection, y compris les gilets pare-balles et les casques militaires, temporairement exportés en Ouzbékistan pour leur usage personnel exclusivement, par le personnel des Nations unies, le personnel de l'Union européenne, de la Communauté ou de ses Etats membres, les représentants des médias, le personnel humanitaire, le personnel d'aide au développement et le personnel associé.</p> <p>Article 5</p> <p>La présente position commune s'applique pour une période de douze mois. Elle est constamment réexaminée. Elle est renouvelée, ou modifiée le cas échéant, si le Conseil estime que ses objectifs n'ont pas été atteints.</p> <p>Article 6</p> <p>La présente position commune prend effet à la date de son adoption (le 16 novembre 2005).</p>
	<p>UE, règlement n°1859/2005 du 14 novembre 2005</p>	<p>Article 2</p> <p>Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de vendre, de fournir, de transférer ou d'exporter, directement ou indirectement, des équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, provenant ou non de la Communauté, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout organisme en Ouzbékistan ou aux fins d'une utilisation dans ce pays ; b) de fournir, directement ou indirectement, une assistance technique liée aux équipements visés au point a), à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout organisme en Ouzbékistan ou aux fins d'une utilisation dans ce pays ; [...] d) de participer volontairement et délibérément à des activités ayant pour objet ou pour effet direct ou indirect de favoriser les opérations visées aux points a), b) [...]

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>Article 3 Il est interdit :</p> <p>a) de fournir, directement ou indirectement, une assistance technique liée aux activités militaires, ainsi qu'à la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements et de matériels connexes, de quelque type que ce soit, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les équipements militaires, les équipements paramilitaires et les pièces détachées pour les susdits, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout organisme en Ouzbékistan ou aux fins d'une utilisation dans ce pays ; [...]</p> <p>c) de participer volontairement et délibérément à des activités ayant pour objet ou pour effet de favoriser les opérations visées au point a) [...]</p> <p>Article 4 1. Par dérogation aux articles 2 et 3, les autorités compétentes des Etats membres mentionnées à l'annexe II peuvent autoriser :</p> <p>a) la vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation d'équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, pour autant qu'ils soient destinés :</p> <p>i) aux forces déployées en Ouzbékistan par les contributeurs à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et à l'opération "Liberté immuable"; ou</p> <p>ii) exclusivement à des fins humanitaires ou à des fins de protection ; [...]</p> <p>c) la fourniture d'un financement, d'une aide financière ou d'une assistance technique en rapport avec :</p> <p>i) des équipements militaires non létaux destinés exclusivement à des fins humanitaires ou de protection, à des programmes des Nations unies, de l'Union européenne et de la Communauté concernant la mise en place des institutions, ou à des opérations de gestion de crise de l'Union européenne et des Nations unies ; ou</p> <p>ii) des équipements militaires destinés aux forces déployées en Ouzbékistan par les contributeurs à la FIAS et à l'opération "Liberté immuable". [...]</p> <p>Article 5 Les articles 2 et 3 ne s'appliquent pas aux vêtements de protection, y compris les gilets pare-balles et les casques militaires, temporairement exportés en Ouzbékistan pour leur usage personnel exclusivement, par le personnel des Nations unies, le personnel de l'Union européenne, de la Communauté ou de ses Etats membres, les représentants des médias, le personnel humanitaire, le personnel d'aide au développement et le personnel associé.</p> <p>Article 10 Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne (le 17 novembre 2005).</p>
Rwanda	ONU, résolution n°918 du 17 mai 1994	<p>§ 13 Décide que tous les Etats empêcheront la vente ou la livraison au Rwanda, par leurs nationaux ou à partir de leur territoire, ou au moyen de navires battant leur pavillon ou d'aéronefs ayant leur nationalité, d'armements et de matériels connexes de tous types, y compris les armes et les munitions, les véhicules et le matériel militaire de police paramilitaire et les pièces de rechange.</p> <p>§ 16 Décide que les dispositions énoncées aux paragraphes 13 et 15 ci-dessus ne s'appliquent pas aux activités relatives à la MINUAR et à la MONUOR.</p>
	ONU, résolution n°997 du 9 juin 1995	<p>§ 4 Souligne que les restrictions imposées par la résolution 918 (1994) en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies s'appliquent à la vente ou à la livraison des armements et des matériels qui y sont spécifiés à des person-</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>nes se trouvant dans des Etats voisins si l'objet de cette transaction est l'utilisation au Rwanda des armements ou des matériels concernés.</p> <hr/> <p>ONU, résolution n°1011 du 16 août 1995</p> <p>§ 7 Décide avec effet immédiat et jusqu'au 1er septembre 1996, que les restrictions décrétées au paragraphe 13 de la résolution 918 (1994) ne s'appliquent pas à la vente ni à la livraison d'armements et de matériels connexes au gouvernement rwandais par des points d'entrée désignés sur une liste que ce gouvernement fournira au Secrétaire général, qui la communiquera promptement à tous les Etats membres de l'organisation des Nations unies.</p> <p>§ 8 Décide aussi que les restrictions décrétées au paragraphe 13 de la résolution 918 (1994) en ce qui concerne la vente ou la livraison d'armements et de matériels connexes au gouvernement rwandais seront levées le 1er septembre 1996, à moins qu'il n'en décide autrement après avoir examiné le deuxième rapport du Secrétaire général ».</p> <p>§ 9 Décide en outre, en vue d'interdire toute vente et livraison d'armements et de matériels connexes aux forces non gouvernementales aux fins d'utilisation au Rwanda, que tous les Etats doivent continuer d'empêcher la vente ou la livraison au Rwanda ou à des personnes se trouvant dans des Etats voisins, par leurs nationaux ou à partir de leur territoire, ou au moyen de navires battant leur pavillon ou d'aéronefs ayant leur nationalité, d'armements et de matériels connexes de tous types, y compris les armes et les munitions, les véhicules et le matériel militaires, le matériel de police paramilitaire et les pièces de rechange, si les armements ou matériels vendus ou livrés sont destinés à être utilisés au Rwanda par des entités autres que le Gouvernement rwandais, comme il est indiqué plus haut aux paragraphes 7 et 8.</p>
<p>Sierra Leone</p>	<p>ONU, résolution n°1171 du 5 juin 1998</p> <hr/> <p>ONU, résolution n°1299 du 19 mai 2000</p> <hr/> <p>UE, position commune 1998/409 du 29 juin 1998</p>	<p>§ 2 Décide d'interdire la vente ou la fourniture d'armements et de matériel connexe aux forces non gouvernementales en Sierra Léone, que tous les Etats empêcheront la vente ou la fourniture à ce pays, par leurs nationaux ou depuis leur territoire, ou au moyen de navires battant leur pavillon ou d'aéronefs immatriculés par eux, d'armement et de matériel connexe de tous type, y compris d'armes et de munitions, de véhicules et d'équipements militaires, d'équipements paramilitaires, ainsi que de pièces détachées y afférentes, sauf au Gouvernement sierra-léonais par les points d'entrée figurant sur une liste que ledit gouvernement fera tenir au Secrétaire général lequel la communiquera rapidement aux Etats membres de l'organisation des Nations unies.</p> <p>§ 3 Décide que les restrictions visées au paragraphe 2 ci-dessus ne s'appliqueront pas à la vente ou à la fourniture d'armements et de matériel connexe à l'usage exclusif en Sierra Léone du groupe d'observateurs militaires de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG) ou de l'organisation des Nations unies.</p> <hr/> <p>Le Conseil de sécurité décide que les restrictions [...] ne s'appliquent pas à la vente ou à la fourniture d'armements et de matériels connexe à l'usage exclusif, en Sierra Léone, de ceux des Etats membres qui coopèrent avec la MINUSIL ou avec le Gouvernement sierra-léonais.</p> <hr/> <p>Article 1er La vente ou la fourniture à la Sierra Leone d'armements et de matériel connexe de tous type, y compris d'armes et de munitions, de véhicules et d'équipements militaires, et d'équipements paramilitaires, ainsi que de</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>pièces détachées y afférentes, sont interdites, conformément à la résolution 1171 (1998) du Conseil de sécurité des Nations unies (1998), sous réserve des exceptions prévues aux articles 2 et 3.</p> <p>Article 2 Les restrictions visées à l'article 1er ne s'appliquent pas au gouvernement sierra-léonais, à condition que ces livraisons soient soumises à vérification par les Nations unies ou les États qui en sont membres, conformément aux paragraphes 2 et 4 de la résolution 1171 (1998) du Conseil de sécurité des Nations unies.</p> <p>Article 3 Les restrictions visées à l'article 1er ne s'appliquent pas à la vente ou la fourniture d'armements et de matériel connexe à l'usage exclusif, en Sierra Leone, du groupe d'observateurs militaires de l'ECOMOG ou de l'ONU.</p>
Somalie	ONU, résolution n°733 du 23 janvier 1992	<p>§ 12 Embargo général et complet sur toutes les livraisons d'armes et d'équipements militaires à la Somalie.</p>
	ONU, résolution n°1356 du 19 juin 2001	<p>§2 Décide que les mesures prescrites au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) ne s'appliquent pas aux vêtements de protection y compris les gilets pare-balles et les casques militaires, temporairement exportés en Somalie, pour leur usage personnel exclusivement par le personnel des Nations unies, les représentants des médias, le personnel humanitaire, le personnel d'aide au développement et le personnel associé ;</p> <p>§3 Décide également que les mesures prescrites au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) ne s'appliquent pas aux livraisons de matériel militaire non létal destinées à des fins humanitaires et de protection exclusivement et autorisées préalablement par le Comité créé en application de la résolution 751 (1992).</p>
	ONU, résolution n°1425 du 22 juillet 2002	<p>§ 2 Le Conseil de sécurité décide que l'embargo sur les armes interdit la fourniture directe ou indirecte à la Somalie de conseils techniques, d'aide financière et autres, et de formation liée à des activités militaires.</p>
	ONU, résolution n°1519 du 16 décembre 2003	<p>§ 1 Souligne que tous les Etats et autres parties intéressées sont tenus de se conformer pleinement aux résolutions 733 (1992) et 1356 (2001) et réaffirme que le non-respect de cette obligation constitue une violation des dispositions de la Charte des Nations unies.</p> <p>§ 10 Encourage les Etats membres de la région à poursuivre leurs efforts en adoptant les lois ou règlements nécessaires pour assurer le respect effectif de l'embargo sur les armes".</p>
	ONU, résolution n°1558 du 17 août 2004	<p>Le Conseil de sécurité prie le Secrétaire Général [...] de rétablir, dans les 30 jours suivant l'adoption de la présente résolution, et pour une période de 6 mois, le groupe de contrôle visé au § 2 de la résolution 1519 (2003).</p>
	ONU, résolution n°1587 du 15 mars 2005	<p>Réaffirme ses résolutions antérieures [...] en particulier la résolution 733 (1992) du 23 janvier 1992 [...] et les résolutions 1519 (2003) du 16 décembre 2003 et 1558 (2004) du 17 août 2004.</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>§ 7 Réaffirme combien il importe que les Etats membres appliquent l'embargo sur les armes et que soit renforcé le contrôle de son application [...].</p> <p>Article 3 Le groupe de contrôle visé dans la résolution 1758 (2004) devra être reconstitué pour une période de 6 mois avec pour mission, notamment, d'enquêter sur l'application de l'embargo sur les armes et sur ses violations [...].</p> <p>Article 5 Réaffirme notamment, le § 10 de la résolution 1519 (2003).</p>
	<p>UE, position commune 2002/960 du 10 décembre 2002</p>	<p>Article 1er § 1 Sont interdites la fourniture et la vente à la Somalie par les ressortissants des Etats membres ou depuis le territoire des Etats membres, d'armement et de matériels connexes de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour les susdits, qu'ils proviennent ou non de leur territoire.</p> <p>§ 2 Est interdite la fourniture directe ou indirecte à la Somalie, par les ressortissants des Etats membres ou depuis le territoire des Etats membres, de conseils techniques, d'aide financière et autres, et de formation liée à des activités militaires, y compris en particulier la formation et l'aide techniques liées à la livraison, la fabrication l'entretien ou l'utilisation des articles énumérés au § 1.</p> <p>§ 3 Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux fournitures de matériel militaire non légal destiné à des fins humanitaires ou de protection exclusivement, ou destiné aux matériels prévus pour des programmes de l'Union, de la Communauté ou des Etats membres concernant la mise en place des institutions, notamment dans le domaine de la sécurité, réalisés dans le cadre du processus de paix et de réconciliation, qui auront été approuvées à l'avance par le comité créé en application du paragraphe 11 de la résolution 751 (1992) du Conseil de sécurité. Ils ne s'appliquent pas non plus aux vêtements de protection y compris les gilets pare-balles et les casques militaires, temporairement exportés en Somalie, pour leur usage personnel exclusivement, par le personnel des Nations unies, les représentants des médias, le personnel humanitaire, le personnel d'aide au développement et le personnel associé.</p>
	<p>UE, règlement n°147/2003 du 27 janvier 2003</p>	<p>Article 1er [...] Le Conseil interdit de vendre, de fournir ou de transférer des conseils techniques, une aide ou une formation en rapport avec des activités militaire y compris, notamment une formation ou une aide pour la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armes et de matériels connexes, de quelque type que ce soit, directement ou indirectement à toute personne, toute entité ou tout organisme en Somalie.</p> <p>Article 3 L'art.1er ne s'applique pas : [...] - à la fourniture de conseils techniques, d'aide ou de formation en rapport avec ce matériel non légal [destiné à des fins humanitaires ou de programmes de l'Union européenne, de la Communauté européenne, et des Etats membres concernant la mise en place des institutions, notamment dans le domaine de la sécurité, mis en œuvre dans le cadre du processus de paix et de réconciliation] sous réserve que les activités concernées aient été préalablement approuvées par le comité institué par le § 11 de la résolution 751 (1992) du Conseil de sécurité des Nations unies.</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
Soudan	ONU, résolution n°1556 du 30 juillet 2004	<p>§ 7 décide que tous les Etats doivent prendre les mesures nécessaires pour empêcher la vente ou la fourniture à tous les individus et entités non gouvernementales y compris les Janjaouites, opérant dans les Etats du Darfour Nord, du Darfour Sud et du Darfour Ouest, par leurs nationaux ou depuis leur territoire, ou encore en utilisant des navires ou des aéronefs portant leur pavillon, d'armement et de matériel connexe de tous types, y compris des armes et des munitions, des véhicules et du matériel militaires, du matériel paramilitaire et des pièces de rechange pour le matériel susmentionné, qu'ils proviennent ou non de leur territoire ;</p> <p>§ 8 décide que tous les Etats doivent prendre les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture aux entités non gouvernementales et aux individus visés au paragraphe 7 qui opèrent dans les Etats du Darfour Nord, du Darfour Sud et du Darfour Ouest, par leurs nationaux ou depuis leur territoire, d'une formation ou d'une assistance technique concernant la livraison, la fabrication, l'entretien ou l'utilisation des articles énumérés au paragraphe 7 ci-dessus ;</p> <p>§ 9 Décide que les mesures imposées en vertu des paragraphes 7 et 8 ci-dessus ne s'appliqueront pas dans les cas suivants : - les approvisionnements ainsi que la formation et l'aide technique y afférentes nécessaires à des opérations d'observation, de vérification ou de soutien à la paix, y compris les opérations dirigées par des organisations régionales, qui sont menées avec l'autorisation de l'Organisation des Nations unies ou le consentement des parties concernées ; - la fourniture de matériel militaire non meurtrier destiné exclusivement à un usage humanitaire, à l'observation du respect des droits de l'homme ou à la protection, et la formation et l'assistance techniques y afférentes ; [...]</p> <p>§ 10 Exprime son intention d'envisager de modifier ou de lever les mesures imposées en vertu des paragraphes 7 et 8 lorsqu'il constatera que le Gouvernement soudanais, s'est acquitté des engagements décrits au § 6 .</p>
	ONU, résolution n°1591 du 29 mars 2005	<p>3 – Décide, vu le défaut par les parties au conflit du Darfour d'honorer leurs engagements, [...] v) examiner et approuver, toutes les fois qu'il l'estimerait approprié, les mouvements de matériels et fournitures militaires au Darfour par le Gouvernement soudanais [...].</p>
	UE, position commune 2005/411 du 30 mai 2005	<p>Article 4 1. Sont interdits la vente et la fourniture au Soudan ainsi que le transfert et l'exportation à destination de ce pays, par des ressortissants des Etats membres ou depuis le territoire des Etats membres, ou par des aéronefs immatriculés dans les Etats membres ou des navires battant pavillon, d'armements et de matériel connexe de tous types, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour ces articles, qu'ils proviennent ou non de leur territoire. 2. Il est également interdit : a) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique, des services de courtage et autres services liés à des activités militaires et à la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements et de matériel connexe de tous types, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour ces articles, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme se trouvant au Soudan ou aux fins d'utilisation dans ce pays ; b) de fournir un financement ou une aide financière en rapport avec des activités militaires, en particulier des subventions, des prêts ou une assurance-crédit à l'exportation, à l'occasion de toute vente, toute fourniture, tout transfert ou toute exportation d'armements et de matériel connexe, ou à l'occasion de tout octroi, toute vente, toute fourniture ou tout transfert d'assistance technique, de</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>services de courtage et autres services correspondants, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme se trouvant au Soudan ou aux fins d'utilisation dans ce pays.</p> <p>Article 5 1. L'article 4 ne s'applique pas : a) à la vente, à la fourniture, au transfert ou à l'exportation de matériel militaire non légal destiné exclusivement à des fins humanitaires, de contrôle du respect des droits de l'homme ou de protection, ou à des programmes des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne et de la Communauté concernant la mise en place d'institutions, ou de matériel destiné à des opérations de gestion de crise de l'Union européenne, des Nations unies et de l'Union africaine ; b) à la formation et l'assistance techniques en rapport avec ce matériel ; c) à la vente, à la fourniture, au transfert ou à l'exportation d'équipements et de matériel de déminage devant servir à des opérations de déminage ; [...]</p> <p>Article 7 La présente position commune prend effet à la date de son adoption, à l'exception des mesures prévues aux articles 2 et 3, qui s'appliquent à compter du 29 avril 2005, à moins que le Conseil n'en décide autrement au regard de la décision du Conseil de sécurité relative au respect des conditions énoncées aux points 1 et 6 de la résolution 1591 (2005).</p>
	<p>UE, position commune 2004/510 du 10 juin 2004</p>	<p>Article 1^{er} L'article 2 § 1 de la position commune 2004/31 est remplacé par le texte suivant : [...] d) à la fourniture d'une assistance technique [...] ou pour des opérations de gestion de crise par l'Union africaine.</p> <p>Article 2 La présente position commune prend effet à compter du 10 juin 2004.</p>
	<p>UE, règlement n°131/2004 du 26 janvier 2004</p>	<p>Article 1^{er} Aux fins du présent règlement, les définitions suivantes s'appliquent : On entend par "assistance technique" toute assistance technique en liaison avec la réparation, le développement, la fabrication, le montage, les essais, l'entretien ou tout autre service technique, et qui peut prendre les formes suivantes : instruction, conseils, formation, transmission des connaissances ou qualifications opérationnelles ou services de conseil. L'assistance technique recouvre l'assistance par voie orale.</p> <p>Article 2 Il est interdit : a) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique en rapport avec des activités militaires ou la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements et de matériels connexes de quelque type que ce soit, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les équipements militaires, les équipements paramilitaires et les pièces détachées pour les susdits, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme se trouvant sur le territoire du Soudan ou aux fins d'une utilisation dans ce pays.</p> <p>Article 4 1) Par dérogation à l'article 2 peut être admis une assistance technique en rapport avec : a) les équipements militaires non meurtriers destinés exclusivement à des fins humanitaires ou de protection, ou à des programmes des Nations unies, de l'Union européenne et de la Communauté concernant la mise en place des institutions [...]</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>les opérations de déminage 2) aucune autorisation n'est accordée pour des activités qui ont déjà été menées.</p> <p>Article 6 La Commission et les Etats membres se tiennent mutuellement et immédiatement informés des mesures adoptées dans le cadre du présent règlement et se transmettent toute information utile dont ils disposent en rapport avec le présent règlement concernant, notamment, les violations, les problèmes de mise en œuvre rencontrés ou encore les jugements rendus par des juridictions nationales.</p> <p>Article 9 Le présent règlement s'applique : a) au territoire de la Communauté, y compris à son espace aérien ; b) à bord de tout aéronef ou de tout navire relevant de la juridiction d'un Etat membre ; [...] Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre. Il entre en vigueur le 29 janvier 2004.</p>
	<p>UE, règlement n°838/2005 du 30 mai 2005 modifiant le règlement n°131/2004 du 26 janvier 2004</p>	<p>Article 1er L'article 4 du règlement (CE) n° 131/2004 est remplacé par le texte suivant : "Article 4 1. Par dérogation aux articles 2 et 3, les autorités compétentes des Etats membres énumérées à l'annexe peuvent admettre la fourniture d'un financement ou d'une aide financière et d'une assistance technique en rapport avec : a) les équipements militaires non meurtriers destinés exclusivement à des fins humanitaires ou de protection, ou à des programmes des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne et de la Communauté concernant la mise en place des institutions ; b) le matériel destiné aux opérations de gestion des crises de l'Union européenne, des Nations unies et de l'Union africaine ; c) l'équipement et le matériel de déminage utilisés pour les opérations de déminage [...]"</p> <p>Article 2 Le présent règlement entre en vigueur [...] à partir du 29 mars 2005.</p>
	<p>UE, règlement n°1354/2005 du 17 août 2005 modifiant le règlement n°131/2004 du 26 janvier 2004</p>	<p>Annexe du règlement (CE) n° 131/2004 modifiée par l'annexe de ce règlement (annexe qui fournit la liste des autorités compétentes chargées de tâches spécifiques liées à la mise en œuvre de ce règlement).</p>
	<p>UE, règlement n°1353/2004 du 26 juillet 2004</p>	<p>Article 1er L'article 4 du règlement CE n° 131/2004 est remplacé par le texte suivant :</p> <p>Article 4 1) Par dérogation aux articles 2 et 3, les autorités compétentes des Etats membres énumérées dans l'annexe peuvent admettre la fourniture d'une assistance technique se rapportant : a) au matériel non légal destiné exclusivement à des fins humanitaires ou de protection, ou à des programmes de renforcement des institutions exécutés par les Nations unies, l'Union européenne et la Communauté ; b) au matériel destiné aux opérations de gestion des crises déployées par l'UE ou les Nations unies ; c) à l'équipement et au matériel de déminage affecté à cet usage ; d) aux opérations de gestion de crises conduites par l'Union africaine, et notamment au matériel destiné à ces opérations. 2) Ces autorisations ne sont pas accordées par des activités ayant déjà eu lieu.</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>Article 2 Le présent règlement entre en vigueur le 27 juillet 2004. Il est applicable à partir du 10 juin 2004.</p>
Zimbabwe	UE, position commune 2004/161 du 19 février 2004 renouvelant les mesures restrictives	<p>Article 2</p> <p>1) Sont interdites la vente et la fourniture au Zimbabwe ainsi que le transfert et l'exportation à destination de ce pays, par les ressortissants des Etats membres ou depuis le territoire des Etats membres, ou au moyen de navires ou d'aéronefs de leur pavillon, d'armements et de matériels connexes de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour les susdits, ainsi que des équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression à l'intérieur du pays, qu'ils proviennent ou non de leur territoire.</p> <p>2) Est interdite la fourniture au Zimbabwe, par les ressortissants des Etats membres ou depuis le territoire, d'une formation ou d'une assistance technique concernant la livraison, la fabrication, l'entretien ou l'utilisation des articles énumérés au § 1.</p> <p>3) Les § 1 et 2 ne s'appliquent pas aux fournitures de matériel militaires non meurtriers destiné uniquement à des fins humanitaires ou des fins de protection, ni à l'assistance technique ou à la formation.</p>
	UE, position commune 2005/146 du 21 février 2005 prorogeant la position commune 2004/161 du 19 février 2004	<p>Article 1er La position commune 2004/161/PESC est prorogée jusqu'au 20 février 2006.</p>
	UE, règlement n°310/2002 du 18 février 2002	<p>Article 6 Sans préjudice des pouvoirs des Etats membres dans l'exercice de leur autorité publique, la fourniture au Zimbabwe d'une assistance ou d'une formation technique en rapport avec la fourniture, la fabrication, l'entretien ou l'utilisation d'armes et de matériel similaire de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces destinés à ces matériels, est interdite.</p> <p>Article 7</p> <p>1) Il est interdit de, sciemment et volontairement, vendre, fournir, exporter ou expédier, directement ou indirectement, le matériel susceptible d'être utilisé à des fins de répression à l'intérieur du pays, visé à l'annexe II, à toute personne physique ou morale, entité ou organisme au Zimbabwe ou aux fins de toute activité commerciale réalisée sur le territoire du Zimbabwe ou à partir de ce territoire.</p> <p>2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux fournitures de matériel militaire non meurtrier destiné uniquement à des fins humanitaires ou des fins de protection, ni à l'assistance technique ou à la formation correspondantes, ni aux vêtements de protection, y compris les gilets pare-balles et les casques militaires, temporairement exportés au Zimbabwe par le personnel des Nations unies, les représentants des médias et les agents humanitaires ou d'aide au développement et le personnel associé, pour leur usage personnel uniquement.</p>
	UE, règlement n°314/2004 du 19 février 2004	<p>Article 2 Il est interdit :</p> <p>a) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique en rapport avec des activités militaires ou avec la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armement et de matériels connexes, de quelque type que ce soit, notamment les armes et munitions, les véhicules et équipements militaires, les équipements paramilitaires et les parties et pièces détachées pour les susdits, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme au Zimbabwe ou aux fins d'une utilisation dans ce pays. [...]</p>

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
		<p>Article 3 Il est interdit :</p> <p>a) de vendre, de fournir, de transférer ou d'exporter, volontairement et délibérément, directement ou indirectement de l'équipement susceptible d'être utilisé à des fins de répression à l'intérieur du pays, énuméré à l'annexe I, provenant ou non de la Communauté [...].</p> <p>b) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer, directement ou indirectement une assistance technique en rapport avec l'équipement visé au point a) [...].</p> <p>Article 4 1) Par dérogation aux articles 2 et 3, les autorités compétentes des Etats membres énumérées à l'annexe II peuvent autoriser :</p> <p>a) i) la fourniture de matériel militaire non meurtrier destiné exclusivement à des fins humanitaires ou de protection, ou à des programmes de renforcement des institutions des Nations unies de l'Union européenne ou de la Communauté [...]</p> <p>b) La vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation de l'équipement énuméré à l'annexe I, destiné exclusivement à des fins humanitaires ou de protection et à la fourniture d'une assistance technique en rapport avec ces opérations. [...]</p> <p>Article 14 Le présent règlement entre en vigueur le 21 février 2004.</p>

Source : DAJ - ministère de la défense

**ETATS FAISANT L'OBJET DE MESURES RESTRICTIVES
DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE AU 22 NOVEMBRE 2005**

Cette liste reprend les résolutions de l'ONU, les actes de l'Union européenne appelant à la modération ou encore les initiatives d'organisations régionales auxquelles la France a apporté son soutien.

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
Afghanistan	ONU, résolution 1076 du 22 octobre 1996	Paragraphe 4 : « Demande à tous les Etats de mettre immédiatement fin aux livraisons d'armes et de munitions à toutes les parties au conflit en Afghanistan ».
Afrique	UE, position commune du 14 mai 2001	Les Etats membres "continueront à mener une politique restrictive concernant les exportations d'armements, en appliquant pleinement le code de conduite de 1998 de l'Union en matière d'exportation d'armement [...]»
Afrique de l'ouest	ONU, résolution 1467 du 18 mars 2003	Le Conseil de sécurité invite les Etats d'Afrique de l'Ouest à prendre en considération certaines recommandations qui pourraient contribuer à renforcer l'efficacité dans l'application du moratoire de la CEDEAO sur les armes légères.
	Déclaration de moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères en Afrique de l'Ouest, CEDEAO, 30-31 octobre 1998	« [...] Déclarons de manière solennelle et solidaire, un moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères dans les Etats membres de la CEDEAO [...] ».
Arménie ⁶²	ONU, résolution 853 du 29 juillet 1993	Paragraphe 10 : « Prie instamment les Etats de s'abstenir de fournir toutes armes et munitions qui pourraient conduire à une intensification du conflit ou à la poursuite de l'occupation des territoires ».
Azerbaïdjan ⁶²	ONU, résolution 853 du 29 juillet 1993	Paragraphe 10 : « Prie instamment les Etats de s'abstenir de fournir toutes armes et munitions qui pourraient conduire à une intensification du conflit ou à la poursuite de l'occupation des territoires ».
Croatie	UE, position commune 2000/722 du 20 novembre 2000	Article 1 : « 1) [...] Au point 2 i) [de la position commune 96/184 portant embargo sur les armes, les munitions et le matériel militaire], les termes « de la Croatie » sont supprimés. [...] Sous réserve des dispositions de la résolution 1021 du Conseil de sécurité des Nations unies, les demandes de licences d'exportation à destination de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et de la Croatie seront examinées cas par cas. La présente disposition est adoptée étant entendu que les Etats membres appliqueront de manière stricte le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements adopté le 8 juin 1998. Ils tiendront également compte des objectifs de la politique de l'Union européenne dans la région, dont l'objectif fondamental est l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région, et notamment de la nécessité de limiter et de réduire les armements au niveau le plus bas possible et d'instaurer des mesures de confiance ».
Géorgie	ONU, résolution n° 876 du 19 octobre 1993	Paragraphe 8 : « Demande à tous les Etats d'empêcher que toute forme d'assistance autre qu'humanitaire ne soit apportée à la partie abkhaze à partir de leur territoire ou par des personnes relevant de leur juridiction, en particulier d'empêcher la fourniture d'armes et de munitions ».
Inde	ONU, résolution n°1172 du 6 juin 1998	Paragraphe 8 : « Encourage tous les Etats à empêcher l'exportation de matériel, de matières ou de technologie qui pourraient de quelque manière que ce soit contribuer à des programmes en Inde ou au Pakistan d'armes nucléaires ou de missiles balistiques pouvant emporter de telles armes [...] ».
Indonésie	UE, déclaration du 17 janvier 2000	2 ^{ème} paragraphe : « [...] l'Union européenne considère qu'il n'est pas nécessaire de renouveler les mesures restrictives prises en septembre 1999 à l'encontre de l'ancien gouvernement, mais elle fait observer qu'en matière d'exportations d'armes elle appliquera de manière stricte le code de conduite de l'Union européenne ». La position commune 1999/624 du 16 septembre 1999 interdisait l'exportation d'armes, de munitions et d'équipement militaire ainsi que la fourniture de matériel susceptible d'être utilisé à des fins de répression interne ou de terrorisme.

⁶² La région du Nagorny-Karabakh fait également l'objet d'une déclaration du comité des hauts fonctionnaires (du 28 février 1992) de l'OSCE demandant « un embargo immédiat sur toutes les livraisons d'armes et de munitions aux forces engagées dans la région du Nagorny-Karabakh ».

PAYS	RÉFÉRENCES	EXTRAITS
Iran	UE, déclaration du 29 avril 1997	[...] « Le Conseil a marqué son accord sur les éléments suivants : [...] confirmation de la politique des Etats membres de l'Union européenne de ne pas fournir d'armes à l'Iran ».
Macédoine (ex République Yougoslave de)	UE, position commune 96/184 du 26 février 1996 prorogée par la position commune 2000/722 du 20 novembre 2000	Point 2) ii) : « [...] Sous réserve des dispositions de la résolution 1021 du Conseil de sécurité des Nations unies, les demandes de licences d'exportation à destination de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et de la Croatie seront examinées cas par cas. La présente disposition est adoptée étant entendu que les Etats membres appliqueront de manière stricte le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements adopté le 8 juin 1998. Ils tiendront également compte des objectifs de la politique de l'Union européenne dans la région, dont l'objectif fondamental est l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région, et notamment de la nécessité de limiter et de réduire les armements au niveau le plus bas possible et d'instaurer des mesures de confiance ».
Pakistan	ONU, résolution n° 1172 du 6 juin 1998	Paragraphe 8 : "Encourage tous les Etats à empêcher l'exportation de matériel, de matières ou de technologie qui pourraient de quelque manière que ce soit contribuer à des programmes en Inde ou au Pakistan d'armes nucléaires ou de missiles balistiques pouvant emporter de telles armes [...]".
République fédérale de Yougoslavie	UE, position commune 2001/719 du 8 octobre 2001	La république fédérale de Yougoslavie n'est plus visée par l'embargo qu'avait établie la position commune 1996/184 du 26 février 2002. L'article 152 de la position commune 2001/719 indique néanmoins : "[...] La présente disposition est adoptée étant entendu que les Etats membres appliqueront de manière stricte le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportations d'armements adoptés le 8 juin 1998. Ils tiendront également compte des objectifs de la politique de l'Union européenne dans la région, dont l'objectif fondamental est l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région, et notamment de la nécessité de limiter et de réduire les armements au niveau le plus bas possible et d'instaurer des mesures de confiance".
Région des Grands lacs	UE, déclaration du 18 juin 1999	4 ^{ème} paragraphe : "[...] les Etats membres n'autoriseront pas les exportations susceptibles de provoquer ou de prolonger des conflits armés ou d'aggraver des tensions ou des conflits existants dans le pays de destination finale. En outre, les Etats membres ne délivreront pas d'autorisation d'exportation s'il existe un risque manifeste que le destinataire envisagé utilise l'exportation en question de manière agressive contre un autre pays ou pour faire valoir par la force une revendication territoriale".

Source : DAJ - ministère de la défense

ANNEXE 2 Critères détaillés du Code de conduite

Premier critère

RESPECT DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DES ÉTATS MEMBRES, en particulier des sanctions décrétées par le Conseil de sécurité des Nations unies et de celles décrétées par la Communauté européenne, des accords en matière, notamment, de non-prolifération, ainsi que des autres obligations internationales.

Une autorisation d'exportation devrait être refusée si elle est incompatible avec, notamment :

- a) les obligations internationales des États membres et les engagements qu'ils ont pris d'appliquer les embargos sur les armes décrétés par l'ONU, l'OSCE et l'UE ;
- b) les obligations internationales incombant aux États membres au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de la Convention sur les armes biologiques et à toxines et de la Convention sur les armes chimiques ;
- c) les engagements que les États membres ont pris dans le cadre du Groupe Australie, du Régime de contrôle de la technologie des missiles, du Groupe des fournisseurs nucléaires et de l'Arrangement de Wassenaar ;
- d) l'engagement pris par les États membres de n'exporter aucun type de mines terrestres antipersonnel.

Deuxième critère

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME DANS LE PAYS DE DESTINATION FINALE

Après avoir évalué l'attitude du pays destinataire à l'égard des principes énoncés en la matière dans les instruments internationaux concernant les Droits de l'Homme, les États membres :

- a) ne délivreront pas d'autorisation d'exportation s'il existe un risque manifeste que le bien dont l'exportation est envisagée serve à la répression interne ;
- b) feront preuve, dans chaque cas et en tenant compte de la nature de l'équipement en question, d'une prudence toute particulière en ce qui concerne la délivrance d'autorisations aux pays où de graves violations des Droits de l'Homme ont été constatées par les organismes compétents des Nations unies, du Conseil de l'Europe ou par l'Union européenne.

À cette fin, les équipements susceptibles de servir à la répression interne comprennent, notamment, les équipements pour lesquels il existe des preuves d'utilisation, par l'utilisateur final envisagé, de ces équipements ou d'équipements similaires à des fins de répression interne, ou pour lesquels il existe des raisons de penser que les équipements seront détournés de leur utilisation finale déclarée ou de leur utilisateur final déclaré, pour servir à la répression interne. Conformément au paragraphe 1 du dispositif du présent code, la nature des équipements sera examinée avec attention, en particulier si ces derniers sont destinés à des fins de sécurité interne. La répression interne comprend, notamment, la torture et autres traitements ou châtiments cruels, inhumains et dégradants, les exécutions sommaires ou arbitraires, les disparitions, les détentions arbitraires et les autres violations graves des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales que mentionnent les instruments internationaux pertinents en matière de Droits de l'Homme, notamment la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme* et le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*.

Troisième critère

SITUATION INTÉRIEURE DANS LE PAYS DE DESTINATION FINALE (EXISTENCE DE TENSIONS OU DE CONFLITS ARMÉS)

Les États membres n'autoriseront pas les exportations susceptibles de provoquer ou de prolonger des conflits armés ou d'aggraver des tensions ou des conflits existants dans le pays de destination finale.

Quatrième critère

PRÉSERVATION DE LA PAIX, DE LA SÉCURITÉ ET DE LA STABILITÉ RÉGIONALES

Les États membres ne délivreront pas d'autorisation d'exportation s'il existe un risque manifeste que le destinataire envisagé utilise l'exportation en question, de manière agressive contre un autre pays, ou pour faire valoir par la force une revendication territoriale.

Lorsqu'ils examineront ces risques, les États membres tiendront compte notamment des éléments suivants :

- a) l'existence ou la probabilité d'un conflit armé entre le destinataire et un autre pays ;
- b) une revendication sur le territoire d'un pays voisin que le destinataire a, par le passé, tenté ou menacé de faire valoir par la force ;
- c) la probabilité que l'équipement soit utilisé à des fins autres que la sécurité et la défense nationales légitimes du destinataire ;
- d) la nécessité de ne pas porter atteinte de manière significative à la stabilité régionale.

Cinquième critère

SÉCURITÉ NATIONALE DES ÉTATS MEMBRES ET DES TERRITOIRES DONT LES RELATIONS EXTÉRIEURES RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ D'UN ÉTAT MEMBRE, AINSI QUE DE CELLE DES PAYS AMIS OU ALLIÉS

Les États membres tiendront compte des éléments suivants :

- a) l'incidence potentielle de l'exportation envisagée sur leurs intérêts en matière de défense et de sécurité et ceux d'amis, d'alliés et d'autres États membres, tout en reconnaissant que ce facteur ne saurait empêcher la prise en compte des critères relatifs au respect des Droits de l'Homme ainsi qu'à la paix, la sécurité et la stabilité régionales ;
- b) le risque de voir les biens concernés employés contre leurs forces ou celles d'amis, d'alliés ou d'autres États membres ;
- c) le risque de rétro-technique et de transfert de technologie non intentionnel.

Sixième critère

COMPORTEMENT DU PAYS ACHETEUR À L'ÉGARD DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE, ET NOTAMMENT SON ATTITUDE ENVERS LE TERRORISME, LA NATURE DE SES ALLIANCES ET LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL

Les États membres tiendront notamment compte des antécédents du pays acheteur dans les domaines suivants :

- a) le soutien ou l'encouragement qu'il apporte au terrorisme et à la criminalité organisée internationale ;
- b) le respect de ses engagements internationaux, notamment en ce qui concerne le non-recours à la force, y compris dans le domaine du droit humanitaire international applicable aux conflits internationaux et non internationaux ;
- c) son engagement en faveur de la non-prolifération et d'autres domaines relevant de la maîtrise des armements et du désarmement, notamment la signature, la ratification et la mise en œuvre des conventions pertinentes en matière de maîtrise des armements et de désarmement visées au point b) du premier critère.

Septième critère

EXISTENCE D'UN RISQUE DE DÉTOURNEMENT DE L'ÉQUIPEMENT À L'INTÉRIEUR DU PAYS ACHETEUR OU DE RÉEXPORTATION DE CELUI-CI DANS DES CONDITIONS NON SOUHAITÉES

Lors de l'évaluation de l'incidence de l'exportation envisagée sur le pays importateur et du risque de voir les biens exportés détournés vers un utilisateur final non souhaité, on tiendra compte des éléments ci-après :

- a) les intérêts légitimes de défense et de sécurité nationale du pays destinataire, y compris en cas de participation éventuelle à des opérations de maintien de la paix des Nations unies ou d'autres organisations ;
- b) la capacité technique du pays destinataire d'utiliser l'équipement ;
- c) la capacité du pays destinataire d'exercer un contrôle effectif sur les exportations ;
- d) le risque que les armes soient réexportées ou détournées vers des organisations terroristes (l'équipement de lutte contre le terrorisme devrait faire l'objet d'un examen particulièrement attentif dans ce contexte).

Huitième critère

COMPATIBILITÉ DES EXPORTATIONS D'ARMEMENT AVEC LA CAPACITÉ TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE DU PAYS DESTINATAIRE, compte tenu du fait qu'il est souhaitable que les États répondent à leurs besoins légitimes de sécurité et de défense en consacrant un minimum de ressources humaines et économiques aux armements.

Les États membres examineront, à la lumière des informations provenant de sources autorisées telles que les rapports du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), de la Banque mondiale, du Fond monétaire international (FMI) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), si le projet d'exportation risque de compromettre, sérieusement, le développement durable du pays destinataire. À cet égard, ils examineront les niveaux comparatifs des dépenses militaires et sociales du pays destinataire, en tenant également compte d'une éventuelle aide de l'Union européenne ou d'une éventuelle aide bilatérale.

ANNEXE 3 Répartition régionale des pays

La répartition suivante a été retenue pour l'établissement des statistiques régionales du présent rapport. Elle est basée sur les travaux d'harmonisation menés dans le cadre du COARM sur la mise en œuvre du code de conduite.

AFRIQUE DU NORD

Algérie
Libye
Maroc
Tunisie

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique du sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cap-Vert
Centrafricaine (République)
Comores
Congo
Congo (République démocratique)
Côte-d'Ivoire
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée-Équatoriale
Kenya
Lesotho
Liberia
Madagascar
Malawi
Mali
Maurice (Île)
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Niger
Nigeria
Ouganda
Rwanda
Sao Tomé et Príncipe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie

Soudan
Swaziland
Tanzanie
Tchad
Togo
Zambie
Zimbabwe

AMÉRIQUE DU NORD

Canada
États-Unis

AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES

Antigua-et-Barbuda
Bahamas
Barbade
Belize
Costa Rica
Cuba
Dominicaine (République)
Dominique
Grenade
Guatemala
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
Sainte-Lucie
Saint-Christophe-et-Niévès
Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Salvador
Trinité-et-Tobago

AMÉRIQUE DU SUD

Argentine
Bolivie
Brésil
Chili
Colombie
Équateur
Guyana
Paraguay
Pérou
Surinam
Uruguay
Venezuela

ASIE CENTRALE

Kazakhstan
Kirghizistan
Ouzbékistan
Tadjikistan
Turkménistan

ASIE DU NORD-EST

Chine (République populaire)
Corée du nord
Corée du sud
Japon
Mongolie

ASIE DU SUD-EST

Birmanie
Brunei
Cambodge
Indonésie
Laos
Malaisie
Philippines
Singapour
Thaïlande
Timor oriental
Viêt nam

ASIE DU SUD

Afghanistan
Bangladesh
Bhoutan
Inde
Maldives
Népal
Pakistan
Sri Lanka

EUROPE OCCIDENTALE

Allemagne
Andorre
Autriche
Belgique
Danemark
Espagne
Finlande
Grèce
Irlande
Islande
Italie
Liechtenstein
Luxembourg
Malte
Monaco
Norvège
Pays-Bas
Portugal
Royaume-Uni
Saint-Marin
Saint-Siège
Suède
Suisse

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Albanie
Arménie
Azerbaïdjan
Belarus
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Estonie
Géorgie
Hongrie
Lettonie
Lituanie
Macédoine (Ancienne république yougoslave de)
Moldavie
Pologne
Roumanie
Russie
Serbie-et-Monténégro
Slovaquie
Slovénie
Tchèque (République)
Turquie
Ukraine

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Arabie saoudite
Bahreïn
Égypte
Émirats arabes unis
Iran
Irak
Israël
Jordanie
Koweït
Liban
Oman
Qatar
Syrie
Yémen

OCÉANIE

Australie
Fidji
Marshall (Îles)
Kiribati
Micronésie
Nauru
Nouvelle-Zélande
Palaos
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Salomon (Îles)
Samoa-occidentales
Tonga
Tuvalu
Vanuatu

ANNEXE 4 *Liste commune des équipements militaires visés par le Code de conduite de l'Union européenne adoptée par le Conseil le 17 novembre 2003⁶³ mettant à jour et remplaçant la liste commune du 13 juin 2000.*

NOTE GÉNÉRALE DE TECHNOLOGIE

L'exportation de « technologie » « nécessaire » au « développement », à la « production » ou à l'« utilisation » d'articles visés par la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne est contrôlée conformément aux dispositions de celle-ci. Cette « technologie » reste contrôlée, même si elle s'applique à un article non contrôlé quel qu'il soit. Les contrôles ne s'appliquent pas à la « technologie » minimale nécessaire à l'installation, à l'exploitation, à la maintenance (vérification) et à la réparation des articles dont l'exportation a été autorisée. Les contrôles ne s'appliquent pas à la « technologie » « relevant du domaine public », à la « recherche scientifique fondamentale » ni à l'information minimale nécessaire au dépôt de demandes de brevets.

NOTE GÉNÉRALE DE CHIMIE

Les substances chimiques sont classées par dénomination et numéro CAS. Les substances chimiques ayant la même formule développée (y compris les hydrates) font l'objet d'un contrôle quel que soit leur numéro CAS. L'indication des numéros CAS permet de déterminer si une substance ou un mélange chimique spécifique est contrôlé, indépendamment de la nomenclature. Les numéros CAS ne peuvent être utilisés comme identifiants uniques, étant donné que certaines formes de substances chimiques de la liste ont des numéros CAS différents et que des mélanges contenant une même substance chimique de la liste peuvent également avoir des numéros CAS différents.

Catégorie	Équipements concernés	Détail
ML1	Armes à canon lisse d'un calibre inférieur à 20 mm, autres armes et armes automatiques d'un calibre inférieur ou égal à 12,7 mm (calibre 0,50 pouce) et accessoires, comme suit, et leurs composants spécialement conçus	a) fusils, carabines, revolvers, pistolets, pistolets-mitrailleurs et mitrailleuses ; Note le point ML1a ne vise pas les articles suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. mousquets, fusils et carabines fabriqués avant 1938 ; 2. reproductions de mousquets, fusils et carabines dont les originaux ont été fabriqués avant 1890 ; 3. revolvers, pistolets et mitrailleuses fabriqués avant 1890 et leurs reproductions ; b) armes à canon lisse, comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • armes à canon lisse spécialement conçues pour l'usage militaire ; • autres armes à canon lisse, comme suit : <ul style="list-style-type: none"> - de type entièrement automatique ; - de type semi-automatique ou à pompe ; - armes utilisant des munitions sans étui ; - silencieux, affûts spéciaux, chargeurs, viseurs d'armement et cache-flammes destinés aux armes visées aux points ML1a, ML1b ou ML1c. Note 1 : le point ML1 ne vise pas les armes à canon lisse servant au tir sportif ou à la chasse. Ces armes ne doivent pas être spécialement conçues pour l'usage militaire ou du type entièrement automatique. Note 2 : le point ML1 ne vise pas les armes à feu spécialement conçues pour des munitions inertes d'instruction et ne pouvant servir avec aucune munition contrôlée. Note 3 : le point ML1 ne vise pas les armes utilisant des munitions sous étui à percussion non centrale et qui ne sont pas entièrement automatiques.

Catégorie	Équipements concernés	Détail
ML2	Armes à canon lisse d'un calibre égal ou supérieur à 20 mm, autres armes ou armement d'un calibre supérieur à 12,7 mm (calibre 0,50 pouce), lance-fumées, lance-gaz, lance-flammes et accessoires, comme suit, et leurs composants spécialement conçus	<p>a) canons, obusiers, pièces d'artillerie, mortiers, armes antichars, lance-projectiles, lance-flammes à usage militaire, canons sans recul et leurs dispositifs de réduction de signatures.</p> <p>Note : le point ML2a comprend les injecteurs, les dispositifs de mesure, les réservoirs de stockage et les autres composants spécialement conçus pour servir avec des charges propulsives liquides pour tout matériel visé au point ML2a ;</p> <p>b) matériel militaire pour le lancement ou la production de fumées, de gaz et de produits pyrotechniques.</p> <p>Note : le point ML2b ne vise pas les pistolets de signalisation ;</p> <p>c) viseurs d'armement.</p>
ML3	Munitions et dispositifs de réglage de fusées, comme suit, et leurs composants spécialement conçus	<p>a) munitions destinées aux armes visées aux points ML1, ML2 ou ML12 ;</p> <p>b) dispositifs de réglage de fusées spécialement conçus pour les munitions visées au point ML3a.</p> <p>Note 1 : les composants spécialement conçus comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les pièces en métal ou en plastique comme les enclumes d'amorces, les godets pour balles, les maillons, les ceintures et les pièces métalliques pour munitions ; b) les dispositifs de sécurité et d'armement, les amorces, les capteurs et les détonateurs ; c) les dispositifs d'alimentation à puissance de sortie opérationnelle élevée fonctionnant une seule fois ; d) les étuis combustibles pour charges ; e) les sous-munitions, y compris les petites bombes, les petites mines et les projectiles à guidage terminal. <p>Note 2 : le point ML3a ne vise pas les munitions serties sans projectile et les munitions inertes d'instruction à chambre de poudre percée.</p> <p>Note 3 : le point ML3a ne vise pas les cartouches spécialement conçues pour l'une des fins suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) signalisation ; b) effarouchement des oiseaux c) allumage de torchères sur des puits de pétrole.
ML4	Bombes, torpilles, roquettes, missiles, autres dispositifs et charges explosifs et équipement et accessoires connexes, comme suit, spécialement conçus pour l'usage militaire, et leurs composants spécialement conçus	<p><i>NB : en ce qui concerne le matériel de guidage et de navigation, voir le point ML11, note g.</i></p> <p>a) bombes, torpilles, grenades, pots fumigènes, roquettes, mines, missiles, charges sous-marines, charges, dispositifs et kits de démolition, produits « pyrotechniques » militaires, cartouches et simulateurs (c'est-à-dire le matériel simulant les caractéristiques de l'un des articles suivants) ;</p> <p>Note : le point ML4a comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. les grenades fumigènes, bombes incendiaires et dispositifs explosifs ; 2. les tuyères de fusées de missiles et pointes d'ogives de corps de rentrée ;

Catégorie	Équipements concernés	Détail
	<p>Matériel de conduite de tir et matériel d'alerte et d'avertissement connexe, et systèmes et matériel de contre-mesure connexes, spécialement conçus pour l'usage militaire, et leurs composants et accessoires spécialement conçus</p>	<p>b) matériel spécialement conçu pour la manutention, le contrôle, l'amorçage, l'alimentation à puissance de sortie opérationnelle fonctionnant une seule fois, le lancement, le pointage, le dragage, le déchargement, le leurre, le brouillage, la détonation ou la détection des articles visés au point ML4a.</p> <p>Note : le point ML4b comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le matériel mobile pour la liquéfaction des gaz, capable de produire 1 000 kg ou plus de gaz sous forme liquide par jour ; 2. les câbles électriques conducteurs flottants pouvant servir au dragage des mines magnétiques. <p>Note technique : les dispositifs portatifs limités, par leur conception, uniquement _ la détection d'objets métalliques et incapables de faire la distinction entre des mines et d'autres objets métalliques ne sont pas considérés comme étant spécialement conçus pour la détection des articles visés au point ML4a.</p>
<p>ML5</p>	<p>Matériel de conduite de tir et matériel d'alerte et d'avertissement connexe, et systèmes et matériel d'essai, d'alignement et de contre-mesure connexes, comme suit, spécialement conçus pour l'usage militaire, et leurs composants et accessoires spécialement conçus :</p>	<p>a) viseurs d'armement, calculateurs de bombardement, appareils de pointage et systèmes destinés au contrôle des armements ;</p> <p>b) systèmes d'acquisition, de désignation, de télémétrie, de surveillance ou de poursuite de cible, matériel de détection, de fusion de données, de reconnaissance ou d'identification et matériel d'intégration de capteurs ;</p> <p>c) matériel de contre-mesure pour les articles visés aux points ML5a ou ML5b ;</p> <p>d) matériel d'essai sur le terrain ou d'alignement spécialement conçu pour les articles visés aux points ML5a ou ML5b.</p>
<p>ML6</p>	<p>Véhicules terrestres et leurs composants, comme suit :</p>	<p><i>NB : en ce qui concerne le matériel de guidage et de navigation, voir le point ML11, note g.</i></p> <p>a) véhicules terrestres et leurs composants, spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire ;</p> <p>Note technique : aux fins du point ML6a, les termes « véhicule terrestre » comprennent les remorques ;</p> <p>b) tous les véhicules à roues motrices pouvant être utilisés hors route et fabriqués avec des matériaux aptes à offrir une protection balistique de niveau III (NIJ 0108.01, septembre 1985, ou norme nationale comparable) ou supérieure ou équipés de ces matériaux.</p> <p><i>NB : voir également le point ML13a.</i></p> <p>Note 1 : le point ML6a comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) les chars d'assaut, les véhicules militaires armés et les véhicules militaires dotés de supports pour armes, d'équipement pour la pose de mines ou le lancement de munitions, visés au point ML4 ; b) les véhicules blindés ; c) les véhicules amphibies et les véhicules pou-

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>vant traverser à gué, en eau profonde ;</p> <p>d) les véhicules de dépannage et les véhicules servant à remorquer ou à transporter des systèmes d'armes ou de munitions, et le matériel de manutention de charges connexe.</p> <p>Note 2 la modification d'un véhicule terrestre pour l'usage militaire visé au point ML6a comprend une modification structurelle, électrique ou mécanique touchant au moins un composant militaire spécialement conçu. Ces composants sont entre autres les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les enveloppes de pneumatiques à l'épreuve des balles ou pouvant rouler à plat ; - les systèmes de variation de pression de gonflage de pneumatiques, activés à l'intérieur d'un véhicule pendant son déplacement ; - la protection blindée des parties vitales, par exemple les réservoirs à carburant ou les cabines ; - les armatures spéciales ou les supports d'armes ; - les systèmes d'éclairage occultés. <p>Note 3 : le point ML6 ne vise pas les automobiles ou les camions civils conçus ou modifiés pour transporter des fonds ou des objets de valeur et ayant une protection blindée ou balistique.</p>
ML7	Agents chimiques ou biologiques toxiques, « gaz lacrymogènes », substances radioactives, matériels composants, substances et « technologies » connexes, comme suit :	<p>a) agents biologiques et substances radioactives « adaptés pour être utilisés en cas de guerre » en vue de produire des effets destructifs sur les populations ou les animaux, de dégrader le matériel ou d'endommager les récoltes ou l'environnement, et agents de guerre chimique (agents C).</p> <p>Note Le point ML7a comprend :</p> <p>1. les agents C neurotoxiques suivants :</p> <p>a) Alkyl(méthyl,éthyl,n-propyl ou isopropyl) phosphonofluoridates de O-alkyle (?C10, y compris cycloalkyle), tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sarin (GB) : méthylphosphonofluoridate de O-isopropyle (CAS 107-44-8) et - Soman (GD) : méthylphosphonofluoridate de O-pinacolyle (CAS 96-64-0) ; <p>b) N,N-dialkyl(méthyl, éthyl, n-propyl ou isopropyl) phosphoramidocyanidates de O-alkyle (?C10, y compris cycloalkyle), tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tabun (GA) : N,N-diméthylphosphoramidocyanidate de O-éthyle (CAS 77-81-6) ; <p>c) Alkyl (méthyl,éthyl,n-propyl ou isopropyl) phosphonothiolates de O-alkyle (H ou ?C10, y compris cycloalkyle) et de S-2-dialkyl (méthyl, éthyl, n-propyl ou isopropyl) aminoéthyle et les sels alkylés et protonés correspondants, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - VX : méthylphosphonothiolate de O-éthyle et de S-2-diisopropylaminoéthyle (CAS 50782-69-9) ; <p>2. les agents C vésicants suivants :</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>a) les moutardes au soufre, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sulfure de 2-chloroéthyle et de chlorométhyle (CAS 2625-76-5), - sulfure de bis(2-chloroéthyle) (CAS 505-60-2), - bis (2-chloroéthylthio) méthane (CAS 63869-13-6), - 1,2-bis (2-chloroéthylthio) éthane (CAS 3563-36-8), - 1,3-bis (2-chloroéthylthio) -n-propane (CAS 63905-10-2), - 1,4-bis (2-chloroéthylthio) -n-butane (CAS 142868-93-7), - 1,5-bis (2-chloroéthylthio) -n-pentane (CAS 142868-94-8), - oxyde de bis (2-chloroéthylthiométhyle) (CAS 63918-90-1), - oxyde de bis (2-chloroéthylthioéthyle) (CAS 63918-89-8) ; <p>b) les lewisites, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2-chlorovinyl dichloroarsine (CAS 541-25-3), - tris(2-chlorovinyl) arsine (CAS 40334-70-1), - bis(2-chlorovinyl) chloroarsine (CAS 40334-69-8) ; <p>c) les moutardes à l'azote, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HN1 : bis(2-chloroéthyl) éthylamine (CAS 538-07-8), - HN2 : bis(2-chloroéthyl) méthylamine (CAS 51-75-2), - HN3 : tris(2-chloroéthyl) amine (CAS 555-77-1) ; <p>3. les agents C incapacitants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - benzilate de 3-quinuclidinyle (BZ) (CAS 6581-06-2) ; <p>4. les agents C défoliants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2-chloro-4-fluorophénoxyacétate de butyle (LNF) ; - acide trichloro - 2, 4, 5 - phénoxyacétique mélangé à de l'acide dichloro - 2, 4 phénoxyacétique (agent orange) ; <p>b) précurseurs binaires et précurseurs clés d'agents C, comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. difluorures d'alkyl (méthyl, éthyl, n-propyl ou isopropyl) phosphonyle, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - DF : difluorure de méthylphosphonyle (CAS 676-99-3) ; 2. alkyl(méthyl, éthyl, n-propyl ou isopropyl) phosphonites de O-alkyle (H ou ?C10, y compris cycloalkyle) et de O-2-dialkyl (méthyl, éthyl, n-propyl ou isopropyl) aminoéthyle et les sels alkylés et protonés correspondants, tels que : <ul style="list-style-type: none"> - QL : méthylphosphonite de O-éthyle et de 2-diisopropylaminoéthyle (CAS 57856-11-8) ; 3. chloro sarin : méthylphosphonochloridate de O-isopropyle (CAS 1445-76-7) ; 4. chloro soman : méthylphosphonochloridate de O-pinacolyle (CAS 7040-57-5) ; <p>c) « gaz lacrymogènes » et « agents anti-émeutes », notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. cyanure de bromobenzyle (CA) (CAS 5798-79-8) ; 2. ochlorobenzylidènemalononitrile (ochlorobenzal-melononitrile) (CS) (CAS 2698-41-1) ; 3. chlorure de phénylacyle (chloroacétophénone) (CN) (CAS 532-27-4) ; 4. dibenzo-(b,f) -1,4-oxazépine (CR) (CAS 257-07-8) ; <p>Note : le point MLC7c ne vise pas les gaz lacrymogènes ni les agents anti-émeutes emballés individuellement et utilisés à des fins d'autodéfense.</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>d) équipement spécialement conçu ou modifié pour l'usage militaire, aux fins de la dissémination de l'un des éléments suivants, et ses composants spécialement conçus :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. substances ou agents visés aux points ML7a ou c, ou 2. agents C composés de précurseurs visés au point ML7b ; <p>e) équipement de protection et de décontamination, ses composants spécialement conçus et mélanges chimiques spécialement formulés, comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. équipement spécialement conçu ou modifié pour l'usage militaire, aux fins de la protection contre des substances visées aux points ML7a ou ML7c, et ses composants spécialement conçus ; 2. équipement spécialement conçu ou modifié pour l'usage militaire, aux fins de la décontamination d'objets contaminés par des substances visées au point ML7a, et ses composants spécialement conçus ; 3. mélanges chimiques spécialement conçus/formulés pour la décontamination d'objets contaminés par des substances visées au point ML7a ; <p>Note : le point ML7e1 comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) les unités de conditionnement d'air spécialement conçues ou modifiées pour le filtrage nucléaire, biologique ou chimique ; b) les vêtements de protection. <p><i>NB : en ce qui concerne les masques à gaz ainsi que les équipements de protection et de décontamination destinés à l'usage civil, voir également le point 1A004 de la liste des biens à double usage de l'Union européenne ;</i></p> <p>f) équipement spécialement conçu ou modifié pour l'usage militaire, aux fins de la détection ou de l'identification de substances visées au point ML7a ou ML7c, et ses composants spécialement conçus.</p> <p>Note : le point ML7f ne vise pas les dosimètres personnels pour la surveillance des rayonnements.</p> <p><i>NB : voir également le point 1A004 de la liste des biens à double usage de l'Union européenne ;</i></p> <p>g) « biopolymères » spécialement conçus ou traités pour la détection ou l'identification d'agents C visés au point ML7a et cultures de cellules spécifiques utilisées pour leur production ;</p> <p>h) « biocatalyseurs » pour la décontamination ou la dégradation d'agents C et leurs systèmes biologiques, comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. « biocatalyseurs » spécialement conçus pour la décontamination ou la dégradation d'agents C visés au point ML7a, produits par sélection dirigée en laboratoire ou manipulation génétique de systèmes biologiques ; 2. systèmes biologiques, comme suit : « vecteurs d'expression », virus ou cultures de cellules contenant l'information génétique spécifique de la production de « biocatalyseurs » visés au point ML7h1 ; <p>i) « technologie », comme suit :</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>1. « technologie » pour le « développement », la « production » ou « l'utilisation » d'agents toxicologiques, de matériels connexes ou de composants visés aux points ML7a à ML7f ;</p> <p>2. « technologie » pour le « développement », la « production » ou « l'utilisation » de « biopolymères » ou de cultures de cellules spécifiques visés au point ML7g ;</p> <p>3. « technologie » servant exclusivement à l'incorporation de « biocatalyseurs », visés au point ML7h1, dans des substances porteuses militaires ou du matériel militaire.</p> <p>Note 1 les points ML7a et ML7c ne visent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) chlorure de cyanogène (CAS 506-77-4) ; voir le point 1C450.a.5. de la liste des biens à double usage de l'Union européenne ; b) acide cyanhydrique (CAS 74-90-8) ; c) chlore (CAS 7782-50-5) ; d) oxychlorure de carbone (phosgène) (CAS 75-44-5) ; voir le point 1C450.a.4 de la liste des biens à double usage de l'Union européenne ; e) diphosgène (trichlorométhyl-chloroformate) (CAS 503-38-8) ; f) bromoacétate d'éthyle (CAS 105-36-2) ; g) bromure de xylène, ortho : (CAS 89-92-9), meta : (CAS 620-13-3), para : (CAS 104-81-4) ; h) bromure de benzyle (CAS 100-39-0) ; i) iodure de benzyle (CAS 620-05-3) ; j) bromacétone (CAS 598-31-2) ; k) bromure de cyanogène (CAS 506-68-3) ; l) bromométhyléthylcétone (CAS 816-40-0) ; m) chloracétone (CAS 78-95-5) ; n) iodacétate d'éthyle (CAS 623-48-3) ; o) iodacétone (CAS 3019-04-3) ; p) chloropicrine (CAS 76-06-2) ; voir le point 1C450.a.7 de la liste des biens à double usage de l'UE. <p>Note 2 : la « technologie », les cultures de cellules et les systèmes biologiques énumérés aux points ML7, ML7h2 et ML7i3 sont exclusifs et ces points ne visent pas la « technologie », les cellules ou les systèmes biologiques destinés à des usages civils, tels que les usages agricoles, pharmaceutiques, médicaux, vétérinaires, liés à l'environnement, au traitement des déchets ou à l'industrie alimentaire.</p>
ML8	« Substances énergétiques », et substances connexes, comme suit :	<p><i>NB : Voir également le point 1C011 de la liste des biens à double usage de l'Union européenne.</i></p> <p>Notes techniques :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux fins du présent point, le terme « mélange » désigne un composé de deux substances ou plus, dont une au moins figure sous l'un des sous-points du point ML8. 2. Toute substance figurant sous l'un des sous-points du point ML8 est visée par cette liste, même en cas d'utilisation pour une application autre que celle indiquée (exemple :

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>TAGN est utilisé principalement comme explosif, mais peut également être employé comme carburant ou agent oxydant).</p> <p>a) « explosifs », comme suit, et mélanges connexes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ADNBF (amino dinitrobenzo-furoxan ou 7-amino-4,6-dinitrobenzofurazane-1-oxyde) (CAS 97096-78-1) ; 2. PCBN (perchlorate de cis-bis (5-nitrotétrazolato) tétra-aminocobalt (III)) (CAS 117412-28-9) ; 3. CL-14 (diamino dinitrobenzofuroxan ou 5, 7 -diamino-4, 6- dinitrobenzofurazane-1-oxyde) (CAS 117907-74-1) ; 4. CL-20 (HNIW ou hexanitrohexaazaisowurtzitane) (CAS 135285-90-4) ; chlathrates de CL-20 (voir également les points ML8g3 et ML8g4 pour ses « précurseurs ») ; 5. PC (perchlorate de 2-(5-cyanotétrazolato) penta-amine-cobalt (III)) (CAS 70247-32-4) ; 6. DADE (1,1-diamino-2,2-dinitroéthylène,FOX7) ; 7. DATB (diaminotrinitrobenzène) (CAS 1630-08-6) ; 8. DDFP (1, 4-dinitrodifurazanopipérazine) ; 9. DDPO (2,6-diamino-3,5-dinitropyrazine-1-oxyde, PZO) (CAS 194486-77-6) ; 10. DIPAM (3,3'-diamino-2,2', 4, 4', 6, 6'-hexanitrobiphényle ou dipicramide) (CAS 17215-44-0) ; 11. DNGU (DINGU ou dinitroglycoluryle) (CAS 55510-04-8) ; 12. Furazanes, comme suit : <ol style="list-style-type: none"> a) DAAOF (diaminoazoxyfurazane) ; b) DAAzF (diaminoazofurazane) (CAS 78644-90-3) ; 13. HMX et dérivés (voir également le point ML8g5. pour leurs « précurseurs »), comme suit : <ol style="list-style-type: none"> a) HMX (cyclotétraméthylènetétranitramine, octahydro-1, 3, 5, 7-tétranitro-1, 3, 5, 7-tétrazine,1, 3, 5, 7-tétranitro-1, 3, 5, 7-tétraza-cyclooctane,octogen ou octogène) (CAS 2691-41-0) ; b) analogues difluoroaminés du HMX ; c) K-55 (2, 4, 6, 8-tétranitro-2, 4, 6, 8-tétraazabicyclo [3, 3, 0]-octanone-3,tétranitrosémiglycouril ou HMX céto-bicyclique) (CAS 130256-72-3) ; 14. HNAD (hexanitroadamantane) (CAS 143850-71-9) ; 15. HNS (hexanitrostilbène) (CAS 20062-22-0) ; 16. Imidazoles, comme suit : <ol style="list-style-type: none"> a) BNNII (octahydro-2,5-bis(nitroimino) imidazo [4,5-d] imidazole) ; b) DNI (2,4-dinitroimidazole) (CAS 5213-49-0) ; c) FDIA (1-fluoro-2,4-dinitroimidazole) ; d) NTDNIA (N-(2-nitrotriazolo)-2,4-dinitroimidazole) ; e) PTIA (1-picryl-2, 4, 5-trinitroimidazole) ; 17. NTNMH (1-(2-nitrotriazolo)-2-dinitrométhylènehydrazine) ; 18. NTO (ONTA ou 3-nitro-1, 2, 4-triazol-5-one) (CAS 932-64-9) ; 19. Polynitrocubanes comportant plus de 4 groupes nitro ; 20. PYX (2,6-bis(picrylamino) -3,5-dinitropyridine) (CAS 38082-89-2) ; 21. RDX et dérivés, comme suit : <ol style="list-style-type: none"> a) RDX (cyclotriméthylènetrinitramine, cyclonite, T4, hexa-

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>hydro-1, 3, 5-trinitro-1, 3, 5-triazine, 1, 3, 5-trinitro-1, 3, 5-triazacyclohexane, hexogène ou hexogène) (CAS 121-82-4) ;</p> <p>b) Céto-RDX (K-6 ou 2, 4, 6-trinitro-2, 4, 6-triazacyclohexanone) (CAS 115029-35-1) ;</p> <p>22. TAGN (nitrate de triaminoguanidine) (CAS 4000-16-2) ;</p> <p>23. TATB (triaminotrinitrobenzène) (CAS 3058-38-6) (voir également le point ML8g7 pour ses « précurseurs ») ;</p> <p>24. TEDDZ (3, 3, 7, 7-tétrabisis(difluoroamine) -octahydro-1,5-dinitro-1,5-diazocine) ;</p> <p>25. Tétrazoles, comme suit :</p> <p>a) NTAT (nitrotriazol aminotétrazole) ;</p> <p>b) NTNT (1-N-(2-nitrotriazolo) -4-nitrotétrazole) ;</p> <p>26. Tétryl (trinitrophénylméthylnitramine) (CAS 479-45-8) ;</p> <p>27. TNAD (1, 4, 5, 8-tétranitro-1, 4, 5, 8-tétrazadécaline) (CAS 135877-16-6) ; (voir également le point ML8g6 pour ses « précurseurs ») ;</p> <p>28. TNAZ (1, 3, 3-trinitroazétidine) (CAS 97645-24-4) ; (voir également le point ML8g2 pour ses « précurseurs ») ;</p> <p>29. TNGU (SORGUYL ou tétranitroglycoluril) (CAS 55510-03-7) ;</p> <p>30. TNP (1, 4, 5, 8-tétranitro-pyridazino [4,5-d]pyridazine) (CAS 229176-04-9) ;</p> <p>31. Triazines, comme suit :</p> <p>a) DNAM (2-oxy-4,6-dinitroamino-s-triazine) (CAS 19899-80-0) ;</p> <p>b) NNHT (2-nitroimino-5-nitro-hexahydro-1, 3, 5-triazine) (CAS 130400-13-4) ;</p> <p>32. Triazoles, comme suit :</p> <p>a) 5-azido-2-nitrotriazole ;</p> <p>b) ADHTDN (4-amino-3,5-dihydrazino-1,2,4- triazole dini-tramide) (CAS 1614-08-0) ;</p> <p>c) ADNT (1-amino-3,5-dinitro-1,2,4-triazole) ;</p> <p>d) BDNTA ([bis-dinitrotriazole]amine) ;</p> <p>e) DBT (3,3'-dinitro-5,5-bi-1,2,4-triazole) (CAS 30003-46-4) ;</p> <p>f) DNBT (dinitrobistriazole) (CAS 70890-46-9) ;</p> <p>g) NTDNA (2-nitrotriazole 5-dinitramide) (CAS 75393-84-9) ;</p> <p>h) NTDNT (1-N-(2-nitrotriazolo) 3,5-dinitrotriazole) ;</p> <p>i) PDNT (1-picryl-3,5-dinitrotriazole) ;</p> <p>j) TACOT (tétranitrobenzotriazolobenzo-triazole) (CAS 25243-36-1) ;</p> <p>33. Tout explosif non énuméré au point ML8a possédant une vitesse de détonation supérieure à 8 700 m/s à une densité maximale ou une pression de détonation supérieure à 34 Gpa (340 kbar) ;</p> <p>34. Autres explosifs organiques non énumérés au point ML8a possédant une pression de détonation égale ou supérieure à 25 GPa (250 kbar) et demeurant stables pendant des périodes de 5 minutes ou plus à des températures égales ou supérieures à 523 K (250 °C) ;</p> <p>b) « Propergols », comme suit :</p> <p>1. Tout « propergol » solide de classe ONU 1.1 (Nations</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>unies) ayant une impulsion spécifique théorique (dans des conditions normales) de plus de 250 s pour les compositions non métallisées ou de plus de 270 s pour les compositions aluminées ;</p> <p>2. Tout « propergol » solide de classe UN 1.3, possédant une impulsion spécifique théorique (dans des conditions normales) de plus de 230 s pour les compositions non halogénées, de plus de 250 s pour les compositions non métallisées et de plus de 266 s pour les compositions métallisées ;</p> <p>3. « Propergols » possédant une constante de force supérieure à 1 200 kJ/kg ;</p> <p>4. « Propergols » pouvant maintenir un taux de combustion en régime continu de plus de 38 mm/s dans des conditions normales (mesuré sous la forme d'un seul brin inhibé), soit une pression de 68,9 MPa (68,9 bars) et une température de 294 K (21 °C) ;</p> <p>5. « Propergols » double base, moulés, modifiés par un élastomère (EMCDB), dont l'allongement à la contrainte maximale est supérieur à 5 % à 233 K (-40 °C) ;</p> <p>6. Tout « propergol » contenant des substances énumérées au point ML8a.</p> <p>c) « Produits pyrotechniques », combustibles et substances connexes, et mélanges de ces substances, comme suit :</p> <p>1. Combustibles pour avions, spécialement formulés à des fins militaires ;</p> <p>2. Alane (hydrure d'aluminium) (CAS 7784-21-6) ;</p> <p>3. Carboranes ; décaborane (CAS 17702-41-9) ; pentaboranes (CAS 19624-22-7 et 18433-84-6) et leurs dérivés ;</p> <p>4. Hydrazine et ses dérivés, comme suit (voir également les points ML8d8 et d9 pour les dérivés oxydants de l'hydrazine) :</p> <p>a) hydrazine (CAS 302-01-2) à des concentrations de 70 % ou plus ;</p> <p>b) monométhyldiazine (CAS 60-34-4) ;</p> <p>c) diméthylhydrazine symétrique (CAS 540-73-8) ;</p> <p>d) diméthylhydrazine asymétrique (CAS 57-14-7) ;</p> <p>5. Combustibles métalliques sous formes de particules, grains sphériques, atomisés, sphéroïdaux, en flocons ou broyés, fabriqués à partir d'une substance contenant au moins 99 % de l'un des éléments suivants :</p> <p>a) métaux et mélanges connexes, comme suit :</p> <p>1. béryllium (CAS 7440-41-7), sous forme de particules de taille égale ou inférieure à 60 µm ;</p> <p>2. poudre de fer (CAS 7439-89-6), sous forme de particules de taille égale ou inférieure à 3 µm, obtenue par réduction de l'oxyde de fer par l'hydrogène ;</p> <p>b) mélanges contenant l'un des éléments suivants :</p> <p>1. zirconium (CAS 7440-67-7), magnésium (CAS 7439-95-4) ou alliages de ces métaux, sous forme de particules de taille inférieure à 60 µm ;</p> <p>2. carburants à base de bore (CAS 7440-42-8) ou de carbure</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>de bore (CAS 12069-32-8) d'un degré de pureté d'au moins 85 %, sous forme de particules de taille de moins de 60 µm ;</p> <p>6. Matières pour l'usage militaire comprenant des épaississants pour combustibles hydrocarbonés, spécialement formulés pour les lance-flammes ou les munitions incendiaires, notamment les stéarates ou palmitates de métal (par exemple octal, CAS 637-127) et épaississants M1, M2, M3 ;</p> <p>7. Perchlorates, chlorates et chromates, formés avec une poudre métallique ou avec d'autres composants de combustibles à haute énergie ;</p> <p>8. Poudre d'aluminium à grains sphériques (CAS 7429-90-5) constituée de particules d'une taille inférieure ou égale à 60 µm, fabriquée à partir d'une substance contenant au moins 99 % d'aluminium ;</p> <p>9. Sous-hydrure de titane (TiH_n) de stœchiométrie équivalente à n = 0,65 – 1,68.</p> <p>Note 1 : les carburants pour avions visés au point ML8c1. sont des produits finis, mais non leurs constituants.</p> <p>Note 2 : ML8c4a ne vise pas les mélanges d'hydrazine spécialement conçus pour la protection contre la corrosion.</p> <p>Note 3 : les explosifs et combustibles contenant les métaux ou alliages énumérés au point ML8c5 sont visés, que les métaux ou alliages soient ou non encapsulés dans de l'aluminium, du magnésium, du zirconium ou du béryllium.</p> <p>Note 4 : le point ML8c5b2 ne vise pas le bore et le carbure de bore enrichis en bore-10 (au moins 20 % de bore-10 au total).</p> <p>d) Combustibles et mélanges connexes, comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ADN (dinitramide d'ammonium ou SR 12) (CAS 140456-78-6) ; 2. AP (perchlorate d'ammonium) (CAS 7790-98-9) ; 3. Composés constitués de fluor et d'un ou plusieurs des éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> a) autres halogènes ; b) oxygène ; c) azote. <p>Note : le point ML8d3 ne vise pas le trifluorure de chlore. Voir le point 1C238 de la liste de biens à double usage de l'UE.</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. DNAD (1,3-dinitro-1,3-diazétidine) (CAS 78246-06-7) ; 5. HAN (nitrate d'hydroxylammonium) (CAS 13465-08-2) ; 6. HAP (perchlorate d'hydroxylammonium) (CAS 15588-62-2) ; 7. HNF (nitroformate d'hydrazinium) (CAS 20773-28-8) ; 8. Nitrate d'hydrazine (CAS 37836-27-4) ; 9. Perchlorate d'hydrazine (CAS 27978-54-7) ; 10. Combustibles liquides, constitués ou contenant de l'acide nitrique fumant rouge inhibé (IRFNA) (CAS 8007-58-7). <p>Note : le point ML8d10 ne vise pas l'acide nitrique fumant non inhibé.</p> <p>e) Liants, plastifiants, monomères et polymères, comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. AMMO (azidométhylméthoxyétane et ses polymères) (CAS 90683-29-7) (voir également le point ML8g1 pour ses « précurseurs ») ;

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>2. BAMO (bisazidométhylloxétane et ses polymères) (CAS 17607-20-4) ; (voir également le point ML8g1 pour ses « précurseurs ») ;</p> <p>3. BDNPA (bis (2,2-dinitropropyl) acétal) (CAS 5108-69-0) ;</p> <p>4. BDNPF (bis (2,2-dinitropropyl) formal) (CAS 5917-61-3) ;</p> <p>5. BTTN (trinitrate de butanetriol) (CAS 6659-60-5) ; (voir également le point ML8g8 pour ses « précurseurs ») ;</p> <p>6. Monomères, plastifiants et polymères énergétiques contenant des groupes nitro, azido, nitrato, nitraza ou difluoroamino, spécialement conçus pour des fins militaires ;</p> <p>7. FAMAO (3-difluoroaminométhyl-3-azidométhyl-oxétane) et ses polymères ;</p> <p>8. FEFO (bis-(2-fluoro-2,2-dinitroéthyl) formal) (CAS 17003-79-1) ;</p> <p>9. FPF-1 (poly(2,2,3,3,4,4-hexafluoropentane-1,5-diol formal)) (CAS 376-90-9) ;</p> <p>10. FPF-3 (poly(2,4,4,5,5,6,6-heptafluoro-2-tri-fluorométhyl-3-oxaheptane-1,7-diol formal)) ;</p> <p>11. GAP (poly(azoture de glycidyle)) (CAS 143178-24-9) et ses dérivés ;</p> <p>12. HTPB (polybutadiène terminé par un hydroxyle) ayant une fonctionnalité hydroxyle égale ou supérieure à 2,2 et inférieure ou égale à 2,4, un indice d'hydroxyle inférieur à 0,77 méq/g, et une viscosité à 30 °C inférieure à 47 poises (CAS 69102-90-5) ;</p> <p>13. Polyépichlorhydrine à fonction alcool, de faible masse moléculaire (inférieure à 10 000) ; polyépichlorhydrinediol et polyépichlorhydrinetriol ;</p> <p>14. NENAs (composés de nitratoéthylnitramine) (CAS 17096-47-8, 85068-73-1, 82486-83-7, 82486-82-6 et 85954-06-9) ;</p> <p>15. PGN (poly-GLYN, polynitrate de glycidyle) ou poly (nitratométhylloxirane) (CAS 27814-48-8) ;</p> <p>16. Poly-NIMMO (polynitratométhylméthylloxétane) ou poly- NMMO (poly [3-nitratométhyl-3-méthylloxétane]) (CAS 84051-81-0) ;</p> <p>17. Polynitroorthocarbonates ;</p> <p>18. TVOPA (1,2,3-tris [1,2-bis(difluoroamino) éthoxy] propane ou adduit de tris-vinoxy-propane) (CAS 53159-39-0) ;</p> <p>f) « Additifs », comme suit :</p> <p>1. Salicylate de cuivre basique (CAS 62320-94-9) ;</p> <p>2. BHEGA (bis-(2-hydroxyéthyl) glycolamide) (CAS 17409-41-5) ;</p> <p>3. BNO (oxyde de butadiènenitrile) (CAS 9003-18-3) ;</p> <p>4. Dérivés du ferrocène, comme suit :</p> <p>a) Butacène (CAS 125856-62-4) ;</p> <p>b) Catocène (2,2-bis-éthylferrocénylpropane) (CAS 37206-42-1) ;</p> <p>c) Acides ferrocène-carboxyliques ;</p> <p>d) n-butyl-ferrocène (CAS 319904-29-7) ;</p> <p>e) Autres dérivés polymériques d'adduits du ferrocène ;</p> <p>5. Résorcylate beta de plomb (CAS 20936-32-7) ;</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>6. Citrate de plomb (CAS 14450-60-3) ;</p> <p>7. Chélates plomb-cuivre du résorcylate beta ou de salicylates (CAS 68411-07-4) ;</p> <p>8. Maléate de plomb (CAS 19136-34-6) ;</p> <p>9. Salicylate de plomb (CAS 15748-73-9) ;</p> <p>10. S tannate de plomb (CAS 12036-31-6) ;</p> <p>11. MAPO (oxyde de tris-1-(2-méthyl) aziridinylphosphine) (CAS 57-39-6) ; BOBBA 8 (oxyde de bis (2-méthylaziridinyl) -2-(2- hydroxypropanoxy) propylaminophosphine) ; et autres dérivés du MAPO ;</p> <p>12. Méthyl-BAPO (oxyde de bis(2-méthylaziridinyl) méthylaminophosphine) (CAS85068-72-0) ;</p> <p>13. N-méthyl-P-Nitroaniline (CAS 100-15-2) ;</p> <p>14. 3-Nitraza-1,5-diisocyanatopentane (CAS 7406-61-9) ;</p> <p>15. Agents de couplage organo-métalliques, comme suit :</p> <p>a) (Diallyl) oxy, tri(dioctyl) phosphatotitanate de néopentyle (CAS 103850-22-2) ; également appelé titane IV,2,2 [bis 2-propenolate- méthyl butanolate, tris (dioctyle) phosphate] (CAS 110438-25-0) ; ou LICA 12 (CAS 103850-22-2) ;</p> <p>b) Titane IV, [(2-propanolate-1) méthyl,n-propanolatométhyl] butanolate-1, tris(dioctyle) pyrophosphate ou KR 3538 ;</p> <p>c) Titane IV, [(2-propanolate-1) méthyl,n-propanolatométhyl] butanolate-1, tris(dioctyle) phosphate ;</p> <p>16. Polyoxyde de cyanodifluoraminoéthylène ;</p> <p>17. Amides d'aziridine polyfonctionnels possédant la structure de base isophtalique, trimésique (BITA ou butylène imine trimésamide), isocyanurique ou triméthyladipique et les substituants 2-méthyl ou 2-éthyl sur le cycle aziridine ;</p> <p>18. Propylèneimine (2-méthylaziridine) (CAS 75-55-8) ;</p> <p>19. Oxyde ferrique superfin (Fe₂O₃) ayant une surface spécifique supérieure à 250 m² /g et des particules de tailles égales ou inférieures à 3,0 nm ;</p> <p>20. TEPAN (tétraéthylène-pentamine-acrylonitrile) (CAS 68412- 45-3) ; polyamines cyanoéthylées et leurs sels ;</p> <p>21. TEPANOL (tétraéthylène-pentamine-acrylonitrile-glycidol) (CAS 68412-46-4) ; produits d'addition de polyamines cyanoéthylées avec le glycidol et leurs sels ;</p> <p>22. TPB (triphényl-bismuth) (CAS 603-33-8) ;</p> <p>g) « Précurseurs », comme suit :</p> <p><i>NB : Au point ML8g il est fait référence aux « matériaux énergétiques » visés qui sont fabriqués à partir de ces substances.</i></p> <p>1. BCMO (bis-chlorométhyloxétane) (CAS 142173-26-0) ; (voir également les points ML8e1 et ML8e2) ;</p> <p>2. Sel de t-butyl-dinitroazétidine (CAS 125735-38-8) (voir également le point ML8a28) ;</p> <p>3. HBIW (hexabenzylhexaazaisowurtzitane) (CAS 124782-15-6) ; (voir également le point ML8a4) ;</p> <p>4. TAIW (tétraacétyldibenzylhexaaza-isowurtzitane) (voir également le point ML8a4) ;</p> <p>5. TAT (1,3,5,7 tétraacétyl-1,3,5,7-tétraaza cyclo-octane) (CAS 41378-98-7) ; (voir également le point ML8a13) ;</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>6. 1,4,5,8-tétraazadécaline (CAS 5409-42-7) (voir également le point ML8a27) ;</p> <p>7. 1,3,5-trichlorobenzène (CAS 108-70-3) (voir également le point ML8a23) ;</p> <p>8. 1,2,4-trihydroxybutane (1,2,4-butanetriol) (CAS 3068-00-6) (voir également le point ML8a5).</p> <p>Note 5 : voir le point ML4 pour les charges et les appareils. Note 6 : le point ML8 ne vise pas les substances suivantes lorsqu'elles ne sont pas composées ou mélangées à du « matériel énergétique » énuméré au point ML8a ou à des poudres de métal énumérées au point ML8c :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) picrate d'ammonium ; b) poudre noire ; c) hexanitrodiphénylamine ; d) difluoroamine ; e) nitroamidon ; f) nitrate de potassium ; g) tétranitronaphtalène ; h) trinitroanisole ; i) trinitronaphtalène ; j) trinitroxylène ; k) N-pyrrolidinone ; 1-méthyl-2-pyrrolidinone ; l) maléate de dioctyle ; m) acrylate d'éthylhexyle ; n) triéthyl-aluminium (TEA), triméthyl-aluminium (TMA) et autres alcoyles et aryles métalliques pyrophoriques de lithium, de sodium, de magnésium, de zinc et de bore ; o) nitrocellulose ; p) nitroglycérine (ou trinitrate de glycérol, trinitroglycérine) (NG) ; q) 2,4,6-trinitrotoluène (TNT) ; r) dinitrate d'éthylènediamine (EDDN) ; s) tétranitrate de pentaérythritol (PETN) ; t) azide de plomb, styphnate de plomb normal et basique, et explosifs primaires ou compositions d'amorçage contenant des azides ou des complexes d'azides ; u) dinitrate de triéthylèneglycol (TEGDN) ; v) 2,4,6-trinitrorésorcinol (acide styphnique) ; w) diéthyl-diphénylurée, diméthyl-diphénylurée, méthyléthyl-diphénylurée (Centralites) ; x) N,N-diphénylurée (diphénylurée dissymétrique) ; y) méthyle-N,N-diphénylurée (méthyle-diphénylurée dissymétrique), z) éthyle-N,N-diphénylurée (éthyle-diphénylurée dissymétrique) ; aa) 2-nitrodiphénylamine (2-NDPA) ; bb) 4-nitrodiphénylamine (4-NDPA) ; cc) 2,2-dinitropropanol ; dd) nitroguanidine (voir le point 1C011d de la liste des biens à double usage de l'Union européenne).

Catégorie	Équipements concernés	Détail
ML9	Navires de guerre, matériel naval spécialisé et accessoires, comme suit, et leurs composants, spécialement conçus pour l'usage militaire	<p><i>NB : En ce qui concerne le matériel de guidage et de navigation, voir le point ML11, note g.</i></p> <p>a) navires de combat et navires (de surface ou sous-marins) spécialement conçus ou modifiés pour l'attaque ou la défense, transformés ou non en vue de leur utilisation commerciale, quelque soit leur état d'entretien ou de service, et qu'ils comportent ou non des systèmes de lancement d'armes ou un blindage et leurs coques ou parties de coques ;</p> <p>b) moteurs, comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. moteurs diesels spécialement conçus pour sous-marins, présentant les deux caractéristiques suivantes : <ol style="list-style-type: none"> a) une puissance égale ou supérieure à 1,12 MW (1 500 CV) ; b) une vitesse de rotation égale ou supérieure à 700 tr/min ; 2. moteurs électriques spécialement conçus pour sous-marins, présentant toutes les caractéristiques suivantes : <ol style="list-style-type: none"> a) une puissance supérieure à 0,75 MW (1 000 CV) ; b) à renversement rapide ; c) refroidis par liquide ; d) hermétiques ; 3. moteurs diesels amagnétiques de 37,3 kW (50 CV) ou plus, spécialement conçus pour l'usage militaire et dont plus de 75 % de la masse composante est amagnétique ; <p>c) appareils de détection immergés, spécialement conçus pour l'usage militaire, et leurs systèmes de commande ;</p> <p>d) filets anti-sous-marins et antitorpilles ;</p> <p>e) non utilisé ;</p> <p>f) pénétrateurs de coques et connecteurs spécialement conçus pour l'usage militaire, permettant une interaction avec du matériel extérieur à un navire ;</p> <p>Note : le point ML9f comprend les connecteurs pour navires de types à conducteur simple, à multiconducteur, coaxiaux ou à guides d'ondes et les pénétrateurs de coque, capables de résister à des fuites provenant de l'extérieur et de conserver les caractéristiques requises à des profondeurs sous-marines de plus de 100 m, ainsi que les connecteurs à fibres optiques et les pénétrateurs de coque optiques spécialement conçus pour la transmission de faisceaux « laser » quelle que soit la profondeur. Il ne comprend pas les pénétrateurs de coque ordinaires pour l'arbre de propulsion et la tige de commande hydrodynamique.</p> <p>g) roulements silencieux, avec suspension magnétique ou à gaz, contrôle de la suppression des vibrations ou de la signature active et matériel contenant de tels roulements, spécialement conçus pour l'usage militaire.</p>
ML10	« Aéronefs », véhicules aériens non habités, moteurs et matériel « d'aéronef », matériel connexe et composants, spécialement conçus	<p><i>NB : En ce qui concerne le matériel de guidage et de navigation, voir le point ML11, note g.</i></p> <p>a) « aéronefs » de combat et leurs composants spécialement conçus ;</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
	<p>ou modifiés pour l'usage militaire, comme suit :</p>	<p>b) autres « aéronefs » spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire, notamment la reconnaissance, l'attaque, l'entraînement, le transport et le parachutage de troupes ou de matériel militaire, le soutien logistique, et leurs composants spécialement conçus ;</p> <p>c) véhicules aériens non habités et matériel connexe, spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire, comme suit, et leurs composants spécialement conçus :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. véhicules aériens non habités, y compris les engins aériens téléguidés, et véhicules autonomes programmables ; 2. lanceurs associés et appuis au sol ; 3. équipements de commande et de contrôle connexes. <p>d) moteurs aéronautiques spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire, et leurs composants spécialement conçus ;</p> <p>e) matériel aéroporté, y compris les appareils pour le ravitaillement des avions et hélicoptères en carburant, spécialement conçus pour les « aéronefs » visés aux points ML10a ou ML10.b. ou pour les moteurs aéronautiques visés au point ML10c, et leurs composants spécialement conçus ;</p> <p>f) dispositifs et appareils fonctionnant sous pression ; appareils spécialement conçus pour permettre des opérations dans des espaces restreints, et matériel au sol, spécialement conçus pour les « aéronefs » visés aux points ML10a ou ML10b ou pour les moteurs aéronautiques visés au point ML10c ;</p> <p>g) casques et masques militaires protecteurs et leurs composants spécialement conçus, appareils de respiration pressurisés et combinaisons partiellement pressurisés destinés à être utilisés dans les « aéronefs », combinaisons anti-G, convertisseurs d'oxygène liquide pour « aéronefs » ou missiles, dispositifs de catapultage et d'éjection commandés par cartouches utilisés pour le sauvetage d'urgence du personnel à bord d'« aéronefs. »</p> <p>h) parachutes et matériel connexe utilisés pour le personnel de combat, le largage de matériel ou la décélération des « aéronefs », comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. parachutes pour : <ol style="list-style-type: none"> a) le parachutage de commandos sur position observée ; b) le parachutage de troupes ; 2. parachutes de matériel ; 3. parapentes, parachutes-freins, parachutes stabilisateurs pour la stabilisation et la régulation de l'orientation des corps en chute (par exemple, capsules de récupération, sièges éjectables, bombes) ; 4. parachutes stabilisateurs utilisés avec les systèmes de sièges éjectables pour le déploiement et la régulation de la séquence de gonflage des parachutes de secours ; 5. parachutes de récupération pour missiles guidés, véhicules sans pilote ou véhicules spatiaux ; 6. parachutes d'approche et parachutes de décélération

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>pour atterrissage ; 7. autres parachutes militaires ; 8. équipement spécialement conçu pour les personnes faisant du parachutisme en haute altitude (par exemple, combinaisons, casques spéciaux, appareils de respiration, équipement de navigation) ; i) systèmes de pilotage automatique pour charges parachutées ; matériel spécialement conçu ou modifié pour l'usage militaire, pour sauts à ouverture commandée à partir de toute hauteur, y compris le matériel d'oxygénation. Note 1 : le point ML10b ne vise pas les « aéronefs » ou les variantes d'« aéronefs » spécialement conçus pour l'usage militaire qui : a) ne sont pas configurés pour l'usage militaire ni dotés d'équipement spécialement conçu ou modifié pour l'usage militaire, b) ont été certifiés pour un usage civil par les services de l'aviation civile d'un État membre. Note 2 : le point ML10d ne vise pas : a) les moteurs aéronautiques conçus ou modifiés pour l'usage militaire et certifiés par les services de l'aviation civile d'un État membre en vue de l'emploi dans des « avions civils », ou leurs composants spécialement conçus ; b) les moteurs à mouvement alternatif ou leurs composants spécialement conçus, à l'exception de ceux spécialement conçus pour les véhicules aériens non habités. Note 3 : aux termes des points ML10b et ML10d portant sur les composants spécialement conçus pour des « aéronefs » ou moteurs aéronautiques non militaires modifiés pour l'usage militaire et le matériel connexe, seuls sont visés les composants militaires et le matériel connexe militaire nécessaires à la modification.</p>
<p>ML11</p>	<p>Matériel électronique non visé par ailleurs dans la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne, spécialement conçu pour l'usage militaire et ses composants spécialement conçus</p>	<p>Note : le point ML11 comprend : a) le matériel de contre-mesures électroniques et de contre-contre-mesures électroniques (à savoir, matériel conçu pour introduire des signaux étrangers ou erronés dans un radar ou dans des récepteurs de radiocommunications ou pour entraver de toute autre manière la réception, le fonctionnement ou l'efficacité des récepteurs électroniques de l'adversaire, y compris son matériel de contre-mesures) ; y compris le matériel de brouillage et d'antibrouillage ; b) les tubes à agilité de fréquence ; c) les systèmes ou le matériel électroniques conçus soit pour la surveillance et le contrôle du spectre électromagnétique pour le renseignement militaire ou la sécurité, soit pour s'opposer à ce type de contrôle et de surveillance ; d) le matériel sous-marin de contre-mesures (par exemple, le matériel acoustique et magnétique de brouillage et de leurre) conçu pour introduire des signaux étrangers ou erronés dans des récepteurs sonar ;</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>e) le matériel de sécurité informatique, de sécurité des informations et de sécurité des voies de transmission et de signalisation utilisant des procédés de chiffrement ;</p> <p>f) le matériel d'identification, d'authentification et de chargeur de clé et le matériel de gestion, de fabrication et de distribution de clefs ;</p> <p>g) le matériel de guidage et de navigation.</p>
ML12	<p>Systèmes d'armes à énergie cinétique à grande vitesse et matériel connexe, comme suit, et leurs composants spécialement conçus</p>	<p>a) systèmes d'armes à énergie cinétique spécialement conçus pour détruire une cible ou faire avorter la mission d'une cible ;</p> <p>b) matériel d'essai et d'évaluation et modèles d'essai spécialement conçus, y compris les instruments de diagnostic et les cibles, pour l'essai dynamique des projectiles et systèmes à énergie cinétique.</p> <p><i>NB : En ce qui concerne les systèmes d'armes utilisant des munitions sous-calibrées ou faisant appel exclusivement à la propulsion chimique, et leurs munitions, voir les points ML1 à ML4.</i></p> <p>Note 1 : le point ML12 comprend le matériel suivant lorsqu'il est spécialement conçu pour les systèmes d'armes à énergie cinétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) systèmes de lancement-propulsion capables de faire accélérer des masses supérieures à 0,1 g jusqu'à des vitesses dépassant 1,6 km/s, en mode de tir simple ou rapide ; b) matériel de production de puissance immédiatement disponible, de blindage électrique, d'emmagasinement d'énergie, d'organisation thermique, de conditionnement, de commutation ou de manipulation de combustible ; interfaces électriques entre l'alimentation en énergie, le canon et les autres fonctions de commande électrique de la tourelle ; c) systèmes d'acquisition et de poursuite de cible, de conduite du tir ou d'évaluation des dommages ; d) systèmes à tête chercheuse autoguidée, de guidage ou de propulsion déviée (accélération latérale), pour projectiles. <p>Note 2 : le point ML12 vise les systèmes d'armes utilisant l'une des méthodes de propulsion suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) électromagnétique ; b) électrothermique ; c) par plasma ; d) à gaz léger ; e) chimique (uniquement lorsqu'elle est utilisée avec l'une des autres méthodes citées ci-dessus). <p>Note 3 : le point ML12 ne vise pas la « technologie » afférente à l'induction magnétique pour la propulsion continue d'engins de transport civil.</p>
ML13	<p>Matériel et constructions blindés ou de protection et leurs composants, comme suit :</p>	<p>a) plaques de blindage, comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. fabriquées afin de satisfaire à une norme ou à une spécification militaire ; 2. appropriées à l'usage militaire ; <p>b) constructions de matériaux métalliques ou non métal-</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>liques ou combinaisons de ceux-ci, spécialement conçues pour offrir une protection balistique à des systèmes militaires, et leurs composants spécialement conçus ;</p> <p>c) casques militaires ;</p> <p>d) vêtements blindés et vêtements de protection fabriqués conformément aux normes ou aux spécifications militaires ou à l'équivalent, et leurs composants spécialement conçus.</p> <p><i>NB : En ce qui concerne « les matériaux fibreux ou filamenteux » entrant dans la fabrication des vêtements blindés, voir le point 1C010 de la liste des biens à double usage de l'Union européenne.</i></p> <p>Note 1 : le point ML13b comprend les matériaux spécialement conçus pour constituer des blindages réactifs à l'explosion ou construire des abris militaires.</p> <p>Note 2 : le point ML13c ne vise pas les casques d'acier de type classique non modifiés ou conçus en vue de recevoir un type quelconque de dispositif accessoire, ni équipés d'un tel dispositif.</p> <p>Note 3 : le point ML13d ne vise pas les vêtements blindés ou les vêtements de protection utilisés par l'utilisateur pour sa protection personnelle.</p> <p><i>NB : Voir également le point 1A005 de la liste des biens à double usage de l'Union européenne.</i></p>
ML14	<p>Matériel spécialisé pour l'entraînement ou les mises en situation militaires, simulateurs spécialement conçus pour l'entraînement à l'utilisation de toute arme ou arme à feu visée aux points ML1 ou ML2, et leurs composants et accessoires spécialement conçus</p>	<p>Note technique : le terme « matériel spécialisé pour l'entraînement militaire » comprend les types militaires d'entraîneurs à l'attaque, d'entraîneurs au vol opérationnel, d'entraîneurs à la cible radar, de générateurs de cibles radar, de dispositifs d'entraînement au tir, d'entraîneurs à la guerre anti-sous-marine, de simulateurs de vol (y compris les centrifugeuses prévues pour l'homme, destinées à la formation des pilotes et astronautes), d'entraîneurs à l'utilisation des radars, d'entraîneurs VSV (utilisation des instruments de bord), d'entraîneurs à la navigation, d'entraîneurs au lancement de missiles, de matériels de cible, d'« aéronefs » téléguidés, d'entraîneurs d'armement, d'entraîneurs à la commande des « aéronefs » téléguidés, de groupes mobiles d'entraînement et de matériel d'entraînement aux opérations militaires au sol.</p> <p>Note 1 : le point ML14 comprend les systèmes de génération d'images et les systèmes d'environnement interactif pour simulateurs lorsqu'ils sont spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire.</p> <p>Note 2 : le point ML14 ne vise pas le matériel de contrôle spécialement conçu pour l'entraînement à l'utilisation des armes de chasse ou de tir sportif.</p>
ML15	<p>Matériel d'imagerie ou de contre-mesures, comme suit, spécialement conçu pour l'usage</p>	<p>a) enregistreurs et matériel de traitement d'images ;</p> <p>b) caméras, matériel photographique et matériel pour le développement des films ;</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
	militaire et ses composants et accessoires spécialement conçus	<p>c) matériel intensificateur d'images ; d) matériel d'imagerie à infrarouges ou thermique ; e) matériel capteur radar d'imagerie ; f) matériel de contre mesures ou de contre-contre-mesures pour le matériel visé aux points ML15.a. à ML15.e. Note : le point ML15.f. comprend le matériel conçu pour dégrader le fonctionnement ou l'efficacité des systèmes militaires d'imagerie ou réduire les effets d'une telle dégradation. Note 1 : le terme « composants spécialement conçus » comprend le matériel suivant lorsque celui-ci est spécialement conçu pour l'usage militaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) tubes convertisseurs d'images à infrarouges ; b) tubes intensificateurs d'images (autres que ceux de la première génération) ; c) plaques à microcanaux ; d) tubes de caméra de télévision pour faible luminosité ; e) ensembles détecteurs (y compris les systèmes électro-niques d'interconnexion ou de lecture) ; f) tubes de caméra de télévision pyroélectriques ; g) systèmes de refroidissement pour systèmes d'imagerie ; h) obturateurs à déclenchement électrique, de type photo-chrome ou électro-optique, ayant une vitesse d'obturation inférieure à 100 µs, à l'exclusion des obturateurs constituant une partie essentielle des appareils de prises de vues à vitesse rapide ; i) inverseurs d'images à fibres optiques ; j) photocathodes à semi-conducteurs composés. <p>Note 2 : le point ML15 ne vise pas les « tubes intensificateurs d'image de la première génération » ni le matériel spécialement conçu pour comporter des « tubes intensificateurs d'image de la première génération ». <i>NB : En ce qui concerne le statut des viseurs d'armement comportant des « tubes intensificateurs d'image de la première génération », voir les points ML1, ML2 et ML5.a.</i> <i>NB : Voir également les points 6A002.a.2. et 6A002.b. de la liste des biens à double usage de l'Union européenne.</i></p>
ML16	Pièces de forge, pièces de fonderie et autres produits non finis dont l'utilisation dans un produit visé est reconnaissable par la composition, la géométrie ou la fonction, et spécialement conçus pour tout produit visé par les points ML1 à ML4, ML6, ML9, ML10, ML12 ou ML19	
ML17	Autres équipements, matériaux et bibliothèques, comme suit, et leurs composants spécialement conçus	<p>a) appareils autonomes de plongée et de nage sous-marine, comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. appareils à circuit fermé ou semi-fermé (à régénération

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>d'air) spécialement conçus pour l'usage militaire (c'est-à-dire spécialement conçus pour être amagnétiques) ;</p> <p>2. composants spécialement conçus afin de donner à des appareils à circuit ouvert une utilisation militaire ;</p> <p>3. pièces exclusivement conçues pour être utilisées à des fins militaires avec des appareils autonomes de plongée et de nage sous-marine ;</p> <p>b) matériel de construction spécialement conçu pour l'usage militaire ;</p> <p>c) accessoires, revêtements et traitements pour la suppression des signatures, spécialement conçus pour l'usage militaire ;</p> <p>d) matériel de génie spécialement conçu pour l'usage dans une zone de combat ;</p> <p>e) « robots », unités de commande de « robots » et « effecteurs terminaux » de « robots » présentant l'une des caractéristiques suivantes :</p> <p>1. spécialement conçus pour des applications militaires ;</p> <p>2. comportant des moyens de protection des conduits hydrauliques contre les perforations d'origine extérieure dues à des éclats de projectiles (par exemple, utilisation de conduits autoétanchéifiants) et conçus pour utiliser des fluides hydrauliques dont le point d'éclair est supérieur à 839 K (566 °C),</p> <p>3. spécialement conçus ou prévus pour fonctionner dans un environnement soumis à des impulsions électromagnétiques ;</p> <p>f) bibliothèques (bases de données techniques paramétriques) spécialement conçues pour l'usage militaire avec du matériel visé par la liste commune d'équipements militaires de l'Union européenne ;</p> <p>g) matériel générateur d'énergie ou de propulsion nucléaire, y compris les « réacteurs nucléaires », spécialement conçus pour l'usage militaire, et leurs composants spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire ;</p> <p>h) équipement ou matériel recouvert ou traité pour la suppression des signatures, spécialement conçu pour l'usage militaire, autres que ceux visés par d'autres parties de la liste commune d'équipements militaires de l'Union européenne ;</p> <p>i) simulateurs spécialement conçus pour les « réacteurs nucléaires » militaires ;</p> <p>j) ateliers mobiles de réparation spécialement conçus ou modifiés pour le matériel militaire ;</p> <p>k) alternateurs de campagne spécialement conçus pour l'usage militaire ;</p> <p>l) conteneurs spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire,</p> <p>m) transbordeurs autres que ceux visés par ailleurs dans la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne, ponts et pontons, spécialement conçus pour l'usage militaire ;</p> <p>n) modèles d'essai spécialement conçus pour le « déve-</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>veloppement » des produits visés aux points ML4, ML6, ML9 ou ML10 ;</p> <p>Notes techniques :</p> <p>1. Aux fins du point ML17, le terme « bibliothèque » (base de données techniques paramétriques) désigne un ensemble d'informations techniques à caractère militaire, dont la consultation permet d'augmenter la performance du matériel ou des systèmes militaires.</p> <p>2. Aux fins du point ML17, le terme « modifié désigne tout changement structurel, électrique, mécanique ou autre qui confère à un article non militaire des capacités militaires équivalentes à celle d'un article spécialement conçu pour l'usage militaire.</p>
ML18	Matériel pour la production de biens définis dans la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne, comme suit :	<p>a) matériel de production spécialement conçu ou modifié pour la production de biens visés par la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne, et ses composants spécialement conçus ;</p> <p>b) installations d'essai d'environnement spécialement conçues, et leur matériel spécialement conçu, pour l'homologation, la qualification ou l'essai de biens visés par la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne ;</p> <p>Note technique : aux fins du point ML18, le terme « production » comprend le développement, l'examen, la fabrication, la mise à l'essai et la vérification.</p> <p>Note 1 : les points ML18a et ML18b comprennent le matériel suivant :</p> <p>a) installations de nitruration en continu ;</p> <p>b) machines ou appareils d'essai utilisant la force centrifuge, présentant l'une des caractéristiques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. actionnés par un ou plusieurs moteurs d'une puissance nominale totale supérieure à 298 kW (400 CV) ; 2. capables de porter une charge utile de 113 kg ou plus ; 3. capables d'imprimer une accélération centrifuge de 8 g ou plus à une charge utile de 91 kg ou plus ; <p>c) presses de déshydratation ;</p> <p>d) presses à vis spécialement conçues ou modifiées pour refouler les explosifs militaires ;</p> <p>e) machines pour la coupe d'agents de propulsion filés ;</p> <p>f) drageoirs (cuves tournantes) d'un diamètre égal ou supérieur à 1,85 m et ayant une capacité de production de plus de 227 kg ;</p> <p>g) mélangeurs à action continue pour propergols solides ;</p> <p>h) meules à fluides pour broyer ou moudre les ingrédients d'explosifs militaires ;</p> <p>i) matériel pour obtenir à la fois la sphéricité et l'uniformité particulière de la poudre métallique citée au point ML8c8 ;</p> <p>j) convertisseurs de courants de convection pour la conversion des substances énumérées au point ML8c3</p> <p>Note 2 :</p> <p>a) Les termes « biens définis dans la liste commune des équi-</p>

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>pelements militaires de l'Union européenne » comprennent :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les produits non visés par la présente liste parce que d'une concentration inférieure à celles spécifiées, comme suit : <ol style="list-style-type: none"> a) hydrazine (voir le point ML8c4) ; b) « explosifs » (voir le point ML8) ; 2. les produits non visés parce qu'ils sont inférieurs à certaines limites techniques (à savoir les matériaux « supraconducteurs » non visés par le point IC005 de la liste des biens à double usage de l'Union européenne, les électro-aimants « supraconducteurs » non visés par le point 3A001e3 de la liste des biens à double usage de l'Union européenne, et le matériel électrique « supraconducteur » non visé au titre du point ML20b) ; 3. les combustibles métalliques et les oxydants déposés sous forme laminaire à partir de la phase vapeur (voir le point ML8c5) ; <ol style="list-style-type: none"> b) Les termes « biens définis dans la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne » ne comprennent pas : <ol style="list-style-type: none"> 1. les pistolets de signalisation (voir le point ML2b) ; 2. les substances exclues du contrôle conformément à la note 3 du point ML7 ; 3. les dosimètres personnels pour la surveillance du rayonnement (voir le point ML7f) et les masques de protection à usage industriel spécifique (voir aussi la liste des biens à double usage de l'Union européenne) ; 4. la difluoroamine et la poudre de nitrate de potassium (voir la note 6 du point ML8) ; 5. les moteurs aéronautiques non visés au titre du point ML10 ; 6. les casques d'acier de type classique non équipés d'un type quelconque de dispositif accessoire ou modifiés ou conçus en vue de recevoir un tel dispositif (voir la note 2 du point ML13) ; 7. le matériel équipé de machines industrielles non visées, par exemple les machines de revêtement non spécifiées par ailleurs ou le matériel de moulage des matières plastiques ; 8. les mousquets, fusils et carabines datant d'avant 1938, les reproductions de mousquets, fusils et carabines datant d'avant 1890, les revolvers, pistolets et mitrailleuses datant d'avant 1890 et leurs reproductions. <p>Note 3 : la note 2b8 du point ML18 n'autorise pas l'exportation de matériel de production d'armes portatives non anciennes, quand bien même il servirait à la fabrication de reproductions d'armes anciennes.</p>
ML19	Systèmes d'armes à énergie dirigée, matériel connexe ou de contre-mesures et modèles d'essai, comme suit, et leurs composants spécialement conçus	<ol style="list-style-type: none"> a) systèmes « à laser » spécialement conçus pour détruire une cible ou faire avorter la mission d'une cible ; 23.12.2003 C 314/23 Journal officiel de l'Union européenne FR. b) systèmes à faisceau de particules capables de détruire une cible ou de faire avorter la mission d'une cible ;

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>c) systèmes radiofréquence (RF) de grande puissance capables de détruire une cible ou de faire avorter la mission d'une cible ;</p> <p>d) matériel spécialement conçu pour la détection ou l'identification des systèmes visés aux points ML19a à ML19c ou pour la défense contre ces systèmes ;</p> <p>e) modèles d'essai physique et résultats d'essais correspondants, concernant les systèmes, matériel et composants visés par le présent point ;</p> <p>f) systèmes à « laser » à ondes entretenues ou à impulsions, spécialement conçus pour entraîner la cécité permanente des dispositifs de vision non-améliorés, c'est-à-dire l'œil nu ou avec dispositifs de correction de la vue.</p> <p>Note 1 : les systèmes d'armes à énergie dirigée visés au point ML19 comprennent des systèmes dont les possibilités dérivent de l'application contrôlée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) « lasers » à ondes entretenues ou à puissance émise en impulsions suffisantes pour effectuer une destruction semblable à celle obtenue par des munitions classiques ; b) accélérateurs de particules projetant un faisceau de particules chargées ou neutres avec une puissance destructrice ; c) émetteurs de faisceau de micro-ondes de puissance émise en impulsions élevée ou de puissance moyenne élevée produisant des champs suffisamment intenses pour rendre inutilisables les circuits électroniques d'une cible éloignée. <p>Note 2 : le point ML19 comprend le matériel suivant lorsque celui-ci est spécialement conçu pour les systèmes d'armes à énergie dirigée :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) matériel de production de puissance immédiatement disponible, d'emménagement ou de commutation d'énergie, de conditionnement de puissance ou de manipulation de combustible ; b) systèmes d'acquisition ou de poursuite de cible ; c) systèmes capables d'évaluer les dommages causés à une cible, sa destruction, ou l'avortement de sa mission ; d) matériel de manipulation, de propagation ou de pointage de faisceau ; e) matériel à balayage rapide du faisceau pour les opérations rapides contre des cibles multiples ; f) matériel optique adaptatif et dispositifs de conjugaison de phase ; g) injecteurs de courant pour faisceaux d'ions d'hydrogène négatifs ; h) composants d'accélérateur « qualifiés pour l'usage spatial » ; i) matériel de focalisation de faisceaux d'ions négatifs ; j) matériel pour le contrôle et l'orientation d'un faisceau d'ions à haute énergie ; k) feuillets « qualifiés pour l'usage spatial » pour la neutralisation de faisceaux d'isotopes d'hydrogène négatifs.

Catégorie	Équipements concernés	Détail
ML20	Matériel cryogénique et « supraconducteur », comme suit, et ses composants et accessoires spécialement conçus :	<p>a) matériel spécialement conçu ou aménagé pour être installé à bord d'un véhicule pour des applications militaires terrestres, maritimes, aéronautiques ou spatiales, capable de fonctionner en mouvement et de produire ou de maintenir des températures inférieures à 103 K (-170 °C). Note : le point ML20a comprend les systèmes mobiles contenant ou utilisant des accessoires ou des composants fabriqués à partir de matériaux non métalliques ou non conducteurs de l'électricité, tels que les matières plastiques ou les matériaux imprégnés de résines époxydes ;</p> <p>b) matériel électrique « supraconducteur » (machines rotatives et transformateurs) spécialement conçu ou aménagé pour être installé à bord d'un véhicule pour des applications militaires terrestres, maritimes, aéronautiques ou spatiales, et capable de fonctionner en mouvement. Note : le point ML20b ne vise pas les générateurs homopolaires hybrides de courant continu ayant des armatures métalliques normales à un seul pôle, tournant dans un champ magnétique produit par des bobinages supraconducteurs, à condition que ces bobinages représentent le seul élément supraconducteur du générateur.</p>
ML21	« Logiciels », comme suit :	<p>a) « logiciels » spécialement conçus ou modifiés pour le « développement », la « production » ou l'« utilisation » de l'équipement ou du matériel visés par la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne ;</p> <p>b) « logiciels » spécifiques, comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. « logiciels » spécialement conçus pour : <ol style="list-style-type: none"> a) la modélisation, la simulation ou l'évaluation de systèmes d'armes militaires ; b) le « développement », le suivi, la maintenance ou la mise à jour des « logiciels » intégrés dans des systèmes d'armes militaires ; c) la modélisation ou la simulation d'opérations militaires non visées au point ML14 ; d) les applications Commandement, Communication, Conduite des opérations, Collecte du renseignement ou les applications Commandement, Communication, Conduite des opérations, Informatique et Collecte du renseignement ; 2. « logiciels » destinés à déterminer les effets des armes de guerre conventionnelles, nucléaires, chimiques ou biologiques. 3. « logiciels », non visés aux points ML21a, b1 ou b2, spécialement conçus ou modifiés pour armer l'équipement non visé par la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne pour qu'il remplisse les fonctions militaires du matériel visé aux points ML5, ML7f, ML9c, ML9e, ML10e, ML11, ML14, ML15, ML17i ou ML18.

Catégorie	Équipements concernés	Détail
ML22	« Technologie », comme suit :	<p>a) « technologie », selon la note générale de technologie de la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne, servant au « développement », à la « production » ou à l'« utilisation » d'articles visés par la liste commune des équipements militaires de l'UE, autre que la « technologie » visée au point ML7.</p> <p>b) « technologie » spécifique à la conception d'installations complètes de production, à l'assemblage de composants dans de telles installations, à l'exploitation, à la maintenance et à la réparation de telles installations pour des biens définis dans la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne, quand bien même les composants de ces installations de production ne seraient pas visés.</p> <p>Note 1 :</p> <p>a) Les termes « biens définis dans la liste commune des équipements militaires de l'UE » comprennent :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les produits non visés parce que d'une concentration inférieure à celles spécifiées, comme suit : <ol style="list-style-type: none"> a) hydrazine (voir le point ML8c4) ; b) « explosifs » (voir le point ML8) ; 2. les produits non visés parce qu'ils sont inférieurs à certaines limites techniques (à savoir les matériaux « supraconducteurs » non visés au point IC005 de la liste des biens à double usage de l'Union européenne, les électro-aimants « supraconducteurs » non visés au point 3A001.e.3. de la liste des biens à double usage de l'Union européenne, et le matériel électrique « supraconducteur » non visé au titre du point ML20b) ; 3. les combustibles métalliques et les oxydants déposés sous forme laminaire à partir de la phase vapeur (voir le point ML8c5) ; <p>b) Les termes « biens définis dans la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne » ne comprennent pas :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les pistolets de signalisation (voir le point ML2b) ; 2. les substances exclues du contrôle conformément à la note 3 du point ML7 ; 3. les dosimètres personnels pour la surveillance du rayonnement (voir le point ML7f) et les masques de protection à usage industriel spécifique (voir aussi la liste des biens à double usage de l'Union européenne) ; 4. la difluoroamine et la poudre de nitrate de potassium (voir la note 6 du point ML8) ; 5. les moteurs aéronautiques non visés au titre du point ML10 ; 6. les casques d'acier de type classique non équipés d'un type quelconque de dispositif accessoire ou modifiés ou conçus en vue de recevoir un tel dispositif (voir la note 2 du point ML13) ; 7. le matériel équipé de machines industrielles non visées, par exemple les machines de revêtement non spécifiées par

Catégorie	Équipements concernés	Détail
		<p>ailleurs ou le matériel de moulage des matières plastiques ;</p> <p>8. les mousquets, fusils et carabines datant d'avant 1938, les reproductions de mousquets, fusils et carabines datant d'avant 1890, les revolvers, pistolets et mitrailleuses datant d'avant 1890 et leurs reproductions.</p> <p>Note 2 : la note 1b8 du point ML22 n'autorise pas l'exportation de technologie concernant des armes portatives non anciennes, quand bien même elle servirait à la fabrication de reproductions d'armes anciennes.</p> <p>Note 3 : le point ML22 ne vise pas la « technologie » destinée à des usages civils, tels que les usages agricoles, pharmaceutiques, médicaux, vétérinaires, liés à l'environnement, au traitement des déchets ou à l'industrie alimentaire.</p> <p><i>NB : Voir la note 2 du point ML7.</i></p>